RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

pS-Eau

programme Solidarité-Eau

Coordination : Guillaume Aubourg, Charlie Gervais
Maquette : Cercle Studio
Crédit photo de couverture : Lassine Coulibaly
Crédits photos : pS-Eau, Cités Unies France (CUF),
Céline Hervé-Bazin, ANAMANA
Dépôt légal : juin 2025
Ce document est imprimé par Pure Impression sur un papier
écologique issu de forêts gérées durablement — FSC.

Sommaire

Éditorial 4

Qui sommes-nous ? 8

- Nos missions 9
- Notre réseau 10
- Nos valeurs 12

Panorama 2024 13

- Production de connaissances 14
- Appui et animations territoriales 23
- Plateformes et réseaux pays 32
- Mobilisation 42
- Communication 45
- Accès aux services essentiels et 1 % solidaires 46
- Réseau Cicle 48

Budget et organisation 52

- Financements 53
- Organisation 54

ÉDITORIAL

Christophe Le Jallé,
directeur général du pS-Eau

En 2024, le pS-Eau a célébré ses 40 ans. Le programme Solidarité Eau a en effet été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens en charge de l'environnement, sous l'impulsion de la ministre française Huguette Bouchardeau. Dans un contexte de décentralisation croissante, cette dynamique, d'emblée portée par Stéphane Hessel, président du pS-Eau depuis sa création jusqu'en 2002, encourageait l'implication accrue des collectivités territoriales et des associations dans la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement. Pour faciliter cette mobilisation et impliquer les usagers citoyens, l'objectif affiché était de mobiliser un centime par mètre cube d'eau consommée en faveur de la solidarité internationale.

Cette volonté s'inscrivait dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA 1981–1990), qui visait à garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et tous d'ici 1990. Force est de constater que cette ambition n'a pas été pleinement atteinte dès 1990, ni durant la période des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). À l'heure actuelle, la tendance ne permet pas d'espérer atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD) dédié à l'eau et à l'assainissement.

Aux côtés des pays eux-mêmes et des acteurs de la coopération multilatérale et bilatérale, les collectivités territoriales et les associations se sont fortement mobilisées. L'adoption de la loi Oudin-Santini en 2005 a encore accru cet engagement et les collectivités locales et agences de l'eau françaises ont mobilisé 400 millions d'euros depuis 2005 pour soutenir des actions locales dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les besoins de solidarité restent cependant considérables, et une mobilisation de toutes et tous est plus que jamais essentielle.

Après plusieurs années de croissance, l'aide publique au développement (APD) a connu un ralentissement préoccupant en 2024. Face à cette situation, nous restons mobilisés aux côtés des autres acteurs de la solidarité internationale pour garantir que cette cause continue d'occuper une place essentielle dans les priorités mondiales.

L'année 2024 a marqué la fin du programme structurel triennal du pS-Eau et la préparation de la phase 2025–2027. Outre le soutien essentiel de l'Agence française de développement (AFD), les agences de l'eau ont réaffirmé leur volonté de soutenir de façon accrue le pS-Eau et ont de plus

repris l'appui jusque-là fourni par l'Office français de la biodiversité.

L'activité d'approfondissement et de production de connaissance a été particulièrement dynamique, soutenue par un comité scientifique engagé. L'équipe a poursuivi ses travaux sur la valorisation des produits issus des systèmes d'assainissement, avec une publication prévue pour 2025, mais aussi sur les situations de crise et d'urgence, malheureusement en constante augmentation, sur l'articulation entre services d'eau et d'assainissement et gestion et protection des ressources en eau, sur l'intégration de l'approche genre, sur la qualité de l'eau dans les systèmes de distribution et de stockage, etc. Ces travaux aboutiront à de nouvelles publications en 2025.

En 2024, le pS-Eau a joué un rôle actif lors du 10e Forum Mondial de l'Eau à Bali, où il a coordonné les travaux sur l'assainissement et a, dans de nombreuses sessions, rappelé le rôle clé des collectivités locales et de la coopération décentralisée, la nécessité d'intensifier les efforts pour atteindre les cibles des ODD liées à l'eau et à l'assainissement, et souligné l'importance de l'articulation entre services d'eau, d'assainissement et gestion des ressources en eau.

L'appui aux acteurs français de la solidarité internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement demeure au cœur du mandat du pS-Eau. Par ses antennes régionales et ses collaborations avec les RRMA, le pS-Eau est au plus près de ces acteurs. En 2024, plus de 30 ateliers d'information, de formation et d'échanges de pratiques ont été organisés, auxquels s'ajoutent de nombreuses interventions lors de rencontres organisées par ses membres et partenaires. Près de 250 acteurs ont été accompagnés, dont un nombre croissant de collectivités.

Outre ses efforts pour mobiliser de nouvelles collectivités, en particulier les intercommunalités, le pS-Eau soutient de nombreuses collectivités, agences de l'eau et autres partenaires dans la mise en place ou l'opérationnalisation de fonds dédiés à la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement ou plus généralistes.

Afin de favoriser les échanges et de garantir la cohérence des actions avec les contextes nationaux des pays, le pS-Eau anime des dynamiques de « réseaux pays » entre les organisations françaises intervenant dans les mêmes pays comme le Sénégal, Madagascar, le Liban, le Bénin, le Togo, la Guinée,

le Maroc, les territoires palestiniens, la Mauritanie et le Cameroun.

Les plateformes pays soutenues par le pS-Eau, actives dans cinq pays (Madagascar depuis 2009, Sénégal depuis 2016, Liban depuis 2015, Bénin et Togo depuis 2023), ont montré une grande dynamique en 2024, même au Liban ou, malgré le contexte difficile, des activités adaptées ont pu être menées. En partenariat avec l'Agence de l'eau Adour-Garonne, l'OMVS et l'initiative Fleuve Sénégal, le pS-Eau a poursuivi son travail de concertation sur la gestion intégrée des ressources en eau auprès des acteurs du bassin du Fleuve Sénégal, avec des activités menées aussi bien dans le bassin qu'en France.

Grâce à l'arrivée d'un chargé de communication en 2023, la communication du pS-Eau s'est intensifiée en 2024, avec une présence accrue sur les réseaux sociaux, la création de nouveaux podcasts, le lancement de la refonte de notre site web dont la mise en ligne est prévue pour 2025. La base de données a fait l'objet d'un diagnostic et des propositions ont été formulées pour son optimisation.

La première phase du programme pour l'accès aux services essentiels et la mobilisation des 1% solidaires, réunissant réseaux sectoriels et réseaux régionaux multi-acteurs, s'est conclue en 2024. Une évaluation et une rencontre de partage des enseignements ont permis de préparer la phase suivante, qui débutera en 2025.

Le Réseau Cicle, hébergé par le pS-Eau, continue de renforcer la coopération internationale sur les enjeux d'accès à l'énergie et de transition énergétique. Avec une équipe renforcée fin 2023, il a intensifié ses activités en 2024, aussi bien en matière d'accompagnement que de production de connaissances et de partage d'expériences entre acteurs du secteur. Il a créé une nouvelle charte graphique et a renforcé sa présence sur le réseau social LinkedIn. La nouvelle coordinatrice, arrivée en septembre 2024, accompagne cette dynamique.

Le budget du pS-Eau pour 2024 est de 2,4 millions d'euros, soit un montant similaire à celui de 2023. Toutes ses actions ont été rendues possibles grâce à ses membres, et au soutien constant de l'Agence française de développement, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, des agences de l'eau, de l'Office français pour la biodiversité, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ainsi que de nombreuses collectivités territoriales.

L'année 2024, qui clôturait une phase triennale et préparait la suivante, a été marquée par une forte activité portée par toute l'équipe du pS-Eau, qui, cette année encore, a démontré son engagement à relever le défi d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour toutes et tous.

Christophe Le Jallé
Directeur général du pS-Eau

Qui sommes-nous ?

Nos missions

comprendre, accompagner, mobiliser

Un réseau au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Créé en 1984 lors d'un sommet des ministres européens de l'Environnement afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, le programme Solidarité Eau (pS-Eau) accompagne depuis 40 ans les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Réseau international multiacteurs ouvert à toutes et à tous, son action s'inscrit au cœur des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015 et tout particulièrement dans son 6e objectif qui vise un accès universel à des services d'alimentation en eau et d'assainissement adéquats et gérés de manière durable. Le pS-Eau s'engage ainsi pour permettre à un nombre croissant de personnes un accès à des services pérennes d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les pays en développement (PED). En ciblant les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale et leurs partenaires dans les PED, le pS-Eau poursuit son objectif en proposant de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur les secteurs eau, assainissement et hygiène et de mieux mobiliser les différents moyens disponibles.

Dans la réalisation de ses missions, le pS-Eau est soutenu par l'Agence française de développement (AFD), le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Office français pour la biodiversité (OFB), les agences de l'eau, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et de nombreuses collectivités territoriales françaises.

- **Un cœur d'activités structuré en 4 grands axes**
  - Production de connaissances
  - Appui et animations territoriales
  - Plateformes et réseaux pays
  - Mobilisation et communication
- **La coordination d'un programme en consortium**
  - Accès aux services essentiels et 1 % solidaires
- **L'hébergement d'un réseau**
  - Réseau Cicle, dédié à l'accès aux services énergétiques

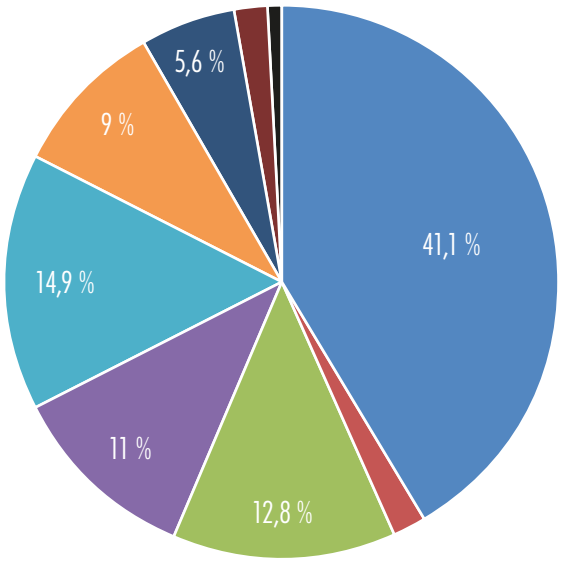
Notre réseau
collaboratif, ouvert à tous

Le pS-Eau est reconnu, au Nord comme au Sud, comme un organisme neutre favorisant la concertation avec les pouvoirs publics, le rapprochement, l'appui-conseil et le renforcement des capacités d'intervention des acteurs de la solidarité internationale dans les secteurs eau-assainissement-hygiène.

Les 94 membres adhérents de l'association sont représentatifs de la coopération française dans ces domaines : collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux d'études, entreprises de l'eau, fondations, organismes de formation et de recherche, etc. Ensemble, ils travaillent à la mise en œuvre de l'ODD 6, avec une idée forte : celle que son atteinte n'est possible qu'à travers une large concertation et des échanges renforcés entre tous les acteurs, au Nord et au Sud.

Les membres du réseau partagent le mandat fondateur du pS-Eau : appuyer les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour toutes et tous.

Selon les types cumulés d'organismes



- ONG
- Associations de migrants
- Collectivités locales, agences de l'eau, syndicats des eaux, régies des eaux
- Universités, écoles, centres de recherche
- Professionnels de l'eau, entreprises, bureaux d'études, experts
- Ministères Administrations
- Organisations internationales
- Partenaires financiers
- Fondations

Au-delà des seuls membres de l'association, le pS-Eau est un réseau ouvert à tous les acteurs du secteur intéressés, tant en France que dans les pays d'intervention et plus globalement dans tout pays ; ils constituent les membres du réseau pS-Eau.
Les collaborations et les échanges diffèrent selon les acteurs du réseau. On retrouve parmi eux :

- Les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues : services d'appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc. Les membres adhérents en font partie.
- Les acteurs qui reçoivent régulièrement les informations de l'association ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Le nombre de correspondants du pS-Eau à travers le monde est de 44 031.

Priorité aux collaborations et aux échanges avec l'Afrique

La composition du réseau témoigne de l'accent mis par le pS-Eau sur les pays africains, conformément aux priorités réaffirmées lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) et de la stratégie Eau international de la France.

En 2024, près de 900 nouveaux correspondants africains ont reçu les informations diffusées par le pS-Eau. 70 % d'entre eux se situent en Afrique de l'Ouest.

Nos valeurs
et principes d'intervention

En créant des espaces de collaborations et d'échanges, le pS-Eau permet de passer de l'idée ou de l'envie d'agir à la concrétisation d'un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur du renforcement des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et tous, ainsi que de l'amélioration de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, autour de valeurs et d'objectifs communs définis dans la charte du pS-Eau, les adhérents s'engagent à travailler ensemble et à :

❶ **Susciter** l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau

❷ **Favoriser** la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau

❸ **Participer** à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour toutes et tous à une eau saine

❹ **Faciliter** le financement de programmes et de projets en faveur des populations les plus pauvres

❺ **Organiser** la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique

❻ **Promouvoir** la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public

❼ **Proposer** l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour toutes et tous

Panorama
2024

Production de connaissances

Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

Dans un environnement en évolution permanente, les activités de production de connaissances ont vocation à mieux comprendre et partager l'état des savoirs et les débats relatifs aux thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, notamment sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques.

Ces activités se déclinent autour de trois axes d'interventions :

- Assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- Approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche et en diffuser les enseignements ;
- Participer aux débats internationaux.

Veille scientifique

Animation du comité scientifique du pS-Eau

Le pS-Eau s'appuie sur un comité scientifique composé d'acteurs variés du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement : universités, bureaux d'études, acteurs de la solidarité internationale, partenaires financiers, etc. Ce comité scientifique, qui se réunit trois à quatre fois par an, a pour objectif d'appuyer l'équipe du pS-Eau dans la fonction de veille sur les actualités du secteur et de débattre des questionnements thématiques qui viennent alimenter les activités du pS-Eau.

Quatre réunions du comité scientifique se sont tenues en 2024, portant sur les thématiques suivantes :

- Une « approche service » pour la qualité de l'eau, quels enjeux ; Quels obstacles ? (31 janvier). Cette séance s'est appuyée sur une présentation des travaux du groupe de recherche Aquaya.
- Transversalités et leçons croisées entre services essentiels (22 avril).
- Débats sur la stratégie du pôle approfondissement et production de connaissances (21 juin).
- Pistes d'activités 2025-2027 et publication du pS-Eau sur la valorisation des produits issus des systèmes d'assainissement (5 décembre).

La plupart des comptes-rendus détaillés et analytiques des débats des séances sont disponibles sur le site internet du pS-Eau. Les travaux préparatoires à la séance « Transversalités et leçons croisées entre services essentiels » ont permis de produire une Note de réflexion.

ⓘ www.pseau.org/fr/comite-scientifique
ⓘ www.pseau.org/outils/ouvrages (Note de réflexion)
Mélodie Boissel

Ressources, une revue bibliographique de référence

Le n° 13 de la revue *Ressources* a été diffusé en 2024. Il porte sur les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique, la réutilisation des eaux usées et à la gestion et protection des ressources en eau.

ⓘ www.pseau.org/fr/biblio-ressources
Mélodie Boissel

Stratégie et plan d'actions du pôle

Pour l'année 2024, les thématiques qui ont fait l'objet d'un dynamisme particulier ont été les suivantes :

- La valorisation et la réutilisation des produits issus de la chaîne de l'assainissement.
- Le secteur du développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement face aux situations de crises et d'urgences.
- Le développement des services d'eau et d'assainissement en intégrant une approche de gestion et protection des ressources en eau.
- L'intégration de l'approche genre dans les projets de développement des services d'eau et d'assainissement.
- La qualité de l'eau dans les systèmes de distribution et de stockage.

Thématiques ayant fait l'objet de travaux d'approfondissement

Valorisation et réutilisation des produits issus de la chaîne de l'assainissement

Le pS-Eau a démarré le 1er juillet 2021 le projet « Valorisation et réutilisation des eaux usées et excreta et de leurs sous-produits dans les filières d'assainissement collectif et non collectif, avec un focus sur les pays du sud et de l'est de la Méditerranée ». Ce projet est mené en partenariat avec l'INRAE-Lyon. Il est cofinancé par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse. En 2022 et 2023, un travail d'identification, de centralisation et de caractérisation de la bibliographie a été conduit ainsi que d'identification des personnes-ressources (porteurs de projets et experts) et de mise en réseau et d'échanges entre acteurs. Le pS-Eau a également encadré des projets tutorés avec des groupes d'étudiants de l'école d'ingénieurs ENGEES (2 projets) et de l'université de Cranfield (1 projet) : synthèse bibliographique et étude de cas.

Le pS-Eau a contribué à l'élaboration d'une synthèse pilotée par l'INRAE (État des lieux de l'abattement sur les microorganismes pathogènes par les différents procédés de traitements des produits et sous-produits de l'assainissement) et a piloté l'élaboration du guide intitulé « Possibilités et enjeux de la réutilisation et de la valorisation dans la filière assainissement. Focus sur les pays du sud de la méditerranée ».

En 2024, l'élaboration des deux publications précitées s'est poursuivie, pour un achèvement en 2025.

Le pS-Eau a présenté et mis en débat ces éléments lors du séminaire Euromed REUT 2024 qui s'est tenu à Montpellier du 29 au 31 octobre 2024 ainsi qu'au Forum Mondial de l'Eau à Bali. La contribution au séminaire Euromed REUT a donné lieu à un article *« La valorisation des produits issus des systèmes d'assainissement, quels enjeux sanitaires, environnementaux, fonctionnels, économiques et sociaux ? Illustration par le cas de la réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Tata »*.

Mélodie Boissel

Le secteur du développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement face aux situations de crises et d'urgence

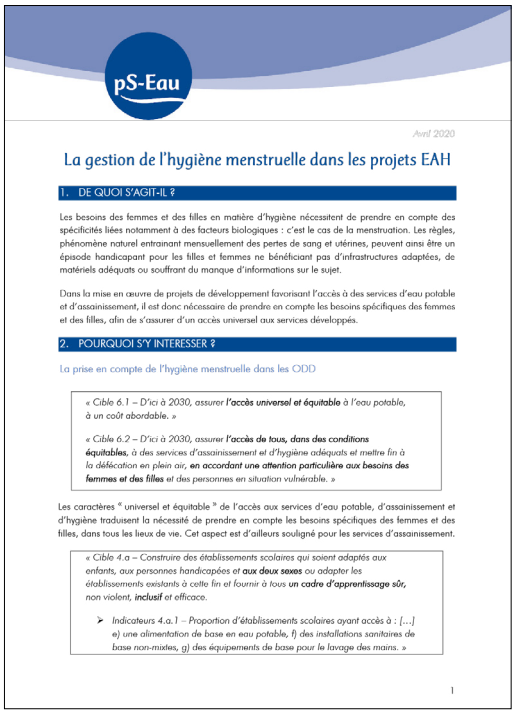
En 2022, une note de positionnement interne a été produite afin de formaliser les éléments de langage et de communication du pS-Eau, ses champs d'action et interactions avec d'autres partenaires, et de lister les activités en cours et envisager des perspectives. En 2023, une note de synthèse a été établie.
En 2024, le pS-Eau s'est appuyé sur cette note de synthèse pour ses activités d'animation et d'appui conseil auprès des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
L'association participe au groupe de travail « urgences, crises et fragilités » du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) qui se réunit tous les trimestres. Ce groupe rassemble des acteurs urgentistes (ONG, association…), ainsi que des entreprises et fondations intervenant dans ce contexte. Le pS-Eau y représente les acteurs du développement.
L'association participe également au groupe de Cités Unies France (CUF) « Crises et réhabilitations » qui réunit les collectivités françaises ayant des coopérations décentralisées en contexte de crise.

Jérémy Guérin

L'intégration de l'approche genre dans les projets de développement des services d'eau et d'assainissement

En 2023, un travail d'approfondissement de connaissance a été mené (identification et analyse de la bibliographie, identification d'acteurs et actrices ayant travaillé sur ce sujet, entretiens, débat au sein du comité scientifique).
En 2024, les réflexions se sont poursuivies, via des échanges avec des personnes ressources, en vue de l'élaboration d'une note de synthèse à paraitre en 2025.
En lien avec cette thématique, une note de synthèse sur « La gestion de l'hygiène menstruelle dans les projets EAH » a été mise à jour.

Ana Sanchez



pS-Eau

Avril 2020

La gestion de l'hygiène menstruelle dans les projets EAH

1. DE QUOI S'AGIT-IL ?

Les besoins des femmes et des filles en matière d'hygiène nécessitent de prendre en compte des spécificités liées notamment à des facteurs biologiques : c'est le cas de la menstruation. Les règles, phénomène naturel entrainant mensuellement des pertes de sang et utérines, peuvent ainsi être un épisode handicapant pour les filles et femmes ne bénéficiant pas d'infrastructures adaptées, de matériels adéquats ou souffrant du manque d'informations sur le sujet.

Dans la mise en œuvre de projets de développement favorisant l'accès à des services d'eau potable et d'assainissement, il est donc nécessaire de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des filles, afin de s'assurer d'un accès universel aux services développés.

2. POURQUOI S'Y INTERESSER ?

La prise en compte de l'hygiène menstruelle dans les ODD

« Cible 6.1 – D'ici à 2030, assurer **l'accès universel et équitable** à l'eau potable, à un coût abordable. »

« Cible 6.2 – D'ici à 2030, assurer **l'accès de tous, dans des conditions équitables,** à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, **en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles** et des personnes en situation vulnérable. »

Les caractères « universel et équitable » de l'accès aux services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène traduisent la nécessité de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des filles, dans tous les lieux de vie. Cet aspect est d'ailleurs souligné pour les services d'assainissement.

« Cible 4.a – Construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et **aux deux sexes** ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir à tous **un cadre d'apprentissage sûr,** non violent, **inclusif** et efficace.

- Indicateurs 4.a.1 – Proportion d'établissements scolaires ayant accès à : […] e) une alimentation de base en eau potable, f) des installations sanitaires de base non-mixtes, g) des équipements de base pour le lavage des mains. »

1

Le développement des services d'eau et d'assainissement en intégrant une approche de gestion et protection des ressources en eau

En 2022, une autre note de positionnement interne a été produite afin de formaliser les éléments de langage et de communication du pS-Eau, ses champs d'action et interactions avec d'autres partenaires, lister les activités en cours et envisager des perspectives. En 2023, une note de synthèse « Développer les services d'eau et d'assainissement, en intégrant une approche gestion et protection des ressources en eau » a été établie.
En 2024, le pS-Eau s'est appuyé sur cette note de synthèse pour ses activités d'animation et d'appui conseil auprès des acteurs et actrices de la CDNG.

Carole Chemin

La qualité de l'eau dans les systèmes de distribution et de stockage

Cette thématique fait l'objet de nombreuses attentes de la part des porteurs de projets accompagnés par le pS-Eau. Pour y répondre, l'association organise régulièrement des ateliers d'échange et des formations dans le cadre de ses activités d'animation et d'appui conseil. Cette thématique n'a cependant pas fait l'objet de travaux d'approfondissement et production de connaissances depuis 2018, lorsqu'un guide « Conservation et traitement de l'eau à domicile » avait été mis à jour.

En 2024, ces réflexions ont été poursuivies :

- Organisation d'une réunion du comité scientifique avec la contribution d'Aquaya,
- Démarrage de l'élaboration de deux notes de synthèse, portant l'une sur la chloration et l'autre sur le traitement membranaire dans les petites localités de pays à revenu faible ou intermédiaire.

Jérémy Guérin

Contribution aux groupes de travail du PFE

Le pS-Eau poursuit sa contribution active aux groupes de travail « ODD » et « Accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en contextes de crises et fragilités » du Partenariat français pour l'eau.

Christophe Le Jallé
Jérémy Guérin

Contribuer aux débats internationaux

Participation active au 10e Forum mondial de l'eau à Bali

Le pS-Eau, aux côtés de ses partenaires, a porté un plaidoyer sur :

- Le rôle des collectivités locales et de la coopération décentralisée,
- La prise en compte de l'ensemble de la filière assainissement,
- La nécessité d'accélérer les efforts pour atteindre les cibles des ODD relatifs aux services d'eau et d'assainissement,
- L'articulation entre services d'eau et d'assainissement et gestion de la ressource en eau,
- L'articulation entre les différentes échelles pour la gouvernance des ressources en eau.

Le pS-Eau a coordonné le « topic » consacré à l'assainissement et à l'hygiène.

À ce titre, l'association a animé les sessions suivantes :

- « Enabling environment for the development of sanitation services and hygiene »
- Session de synthèse du topic « Hygiene and the sanitation chain, from access to toilets to organising the disposal, treatment and reuse of faecal sludge and wastewater » et a présenté les conclusions de ce topic dans la session de synthèse du sous-thème « Water for Humans and Nature ».

La synthèse des échanges dans le cadre du topic consacré à l'assainissement et à l'hygiène a fait ressortir la nécessité :

- D'une volonté politique forte au plus haut niveau tant national que local pour relever le défi de l'assainissement,
- De politiques et stratégies nationales adéquates et régulièrement mises à jour, clarifiant les responsabilités institutionnelles,
- La responsabilité des collectivités locales pour mettre en œuvre, gérer, assurer le suivi et contribuer au financement des service d'assainissement et d'hygiène,
- La mobilisation de toutes les parties prenantes aux niveaux nationaux et locaux,
- La prise en compte de l'ensemble de la filière assainissement,
- Considérer tant l'assainissement collectif que non collectif et de faire le choix en fonction du contexte,
- D'une bonne coordination sectorielle et intersectorielle,
- De mettre en place des mécanismes de financement appropriés et durables, avec un engagement des banques publique de développement à soutenir le secteur dans l'assainissement dans tout contexte.

Le pS-Eau est intervenu dans plusieurs autres sessions officielles :

- « Integrating and implementing cooperation at all levels for water for shared prosperity », intervention conjointe avec AEAG pour partager l'expérience conduite avec la SOGED/OMVS d'incubation de projets sur 2 communes riveraines du fleuve Sénégal : Ronkh au Sénégal et Jedrel Mouhguen en Mauritanie,
- « Safe collection treatment and resources recovery/ circular economy of fecal sludge and wastewater », intervention pour mettre l'accent sur des aspects décisifs à considérer dans une démarche de mise en place d'un système d'assainissement.

Le pS-Eau a co-organisé un side event avec le SIAAP sur l'espace France, portant sur « La réutilisation des produits issus des systèmes d'assainissement, regards croisés dans les pays à revenus faibles et intermédiaires et en France ». Cela a été l'occasion de partager une vision sur cette problématique développée dans le cadre des travaux de production de connaissances du pS-Eau, et de l'illustrer par des retours d'expérience du SIAAP en France et dans le cadre de la coopération décentralisée.

Et est intervenu dans les sessions parallèles suivantes :

- « La gouvernance de l'eau : avant tout une dynamique territoriale », organisée par les agences de l'eau dans l'espace France,
- « La coopération en matière d'eaux transfrontalières et gouvernance des organismes de bassin africains et les nouveaux mécanismes de financement », organisée par le RAOB (Réseau africain des organismes de bassin) dans le pavillon Sénégal,
- « Les opportunités d'investissement et approches pour un financement durable de l'assainissement en Afrique », organisée par le ministère de l'Eau et de l'Assainissement du Sénégal dans le pavillon Sénégal.

Christophe Le Jallé
Mélodie Boissel

Appui et animations territoriales

Accompagner les acteurs de coopération dans la conception de leurs initiatives et promouvoir leur engagement

Les organismes français engagés en coopération sont nombreux et diversifiés (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations de bénévoles, associations de migrants, ONG, fondations, etc.) et mènent une grande variété de projets. L'efficacité globale de leurs actions est étroitement liée à la capacité à concevoir, sélectionner et mettre en œuvre des actions de qualité.

Pour y contribuer, le pS-Eau propose une offre complète de services focalisés sur les besoins des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale :

- de l'information et des outils ciblés,
- des ateliers et des formations,
- un accompagnement personnalisé

à la demande.

De l'information pour faciliter les interventions

Le pS-Eau assure une veille active sur les nouvelles publications du secteur, sur les actions mises en œuvre par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, sur le contexte sectoriel des principaux pays d'intervention de la coopération française. Les informations collectées sont mises à disposition des acteurs et actrices de la coopération française via le site web du pS-Eau et via la diffusion à fréquence régulière par mail d'une information synthétisée à des cibles spécifiques.

Le pS-Eau met ainsi à la disposition de tous :

- un atlas des projets de la coopération française listant plus de 3 480 actions, dont 210 intégrées en 2024 ;

ⓘ www.pseau.org/outils/actions/action_atlas.php

- un annuaire des acteurs du secteur composé de plus de 33 900 contacts francophones et plus de 10 130 anglophones. Plus de 2 740 nouveaux contacts ont été ajoutés en 2024 ;

ⓘ www.pseau.org/organismes

- 400 nouveaux documents de référence et 150 outils pédagogiques ont été ajoutés à la bibliothèque des ouvrages du secteur en 2024, portant le total des documents de référence disponibles à 6 550 documents de référence et 3 210 supports Pédag'eau ;

ⓘ www.pseau.org/outils/biblio/

- 29 fiches synthétiques pays (dont 9 mises à jour ou crées en 2024), descriptives du secteur eau et assainissement sont disponibles.

ⓘ www.pseau.org/fr/fiches-pays-et-territoires

Des ateliers et des formations

En 2024, le pS-Eau a organisé 33 ateliers d'information et de formation et réalisé 16 interventions au sein de rencontres organisées par des membres et partenaires.

Le volume et la diversité de ces interventions sont toujours très importants et mobilisateurs de l'équipe. Les sollicitations en région sont soutenues, en cohérence avec les partenariats locaux et territoriaux établis. Ils ont permis de diffuser de l'information sur différents sujets relatifs aux services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement, parmi lesquels : la prise en compte des ODD dans les projets eau ; la place des acteurs économiques dans les actions de solidarité internationale autour du thème de l'eau ; la durabilité financière des services d'eau potable ; la qualité de l'eau ; la réalisation d'études de faisabilité, etc.

Les formations proposées par le pS-Eau s'appuient sur une démarche méthodologique d'intervention pour l'eau et l'assainissement conçue sur 40 ans d'expérience d'accompagnement d'acteurs du développement. S'adressant à une grande variété de publics, le contenu et les objectifs des formations sont adaptés au cas par cas. Les formations sont le plus souvent proposées avec le concours d'une organisation partenaire, agences de l'eau et/ou RRMA et dans différentes villes de France.

Un accompagnement à la demande

Les demandes d'accompagnement peuvent porter sur tout ou partie des volets suivants :

- la mise à disposition d'informations diverses
- un appui technique et méthodologique à la conception d'un projet
- la recherche de financements pour un projet
- la mise en relation partenariale
- l'appui sur le post-projet (évaluation, capitalisation, valorisation)
- les modalités d'intervention en coopération décentralisée et notamment sur la loi Oudin-Santini
- la mise en place et le fonctionnement des dispositifs de financement de projets
- l'appui à l'instruction des demandes de financement reçues

En 2024, **247 acteurs différents ont été accompagnés par le pS-Eau** dont un nombre croissant de collectivités.

Les accompagnements portent principalement sur la méthodologie de conception de projets, la mise à disposition spécifique d'informations, la mise en relation partenariale et l'appui à l'instruction de projets. Il faut noter une forte demande de membres pour appuyer dans la relecture et amélioration de la présentation de leur rapport d'exécution de projet. Au-delà d'un descriptif des activités menées, il est souligné l'importance de proposer des indicateurs d'impacts et des éléments de bilan qualitatifs.

Appui à l'instruction de projets

L'équipe du pS-Eau est sollicitée par un nombre diversifié d'institutions pour apporter un appui à l'instruction de projets proposés dans le cadre de dispositifs de financement (analyse des projets, informations sur les contextes d'intervention, etc.). En 2024, le pS-Eau a ainsi appuyé le fonds d'appui à la coopération internationale de la région Pays de la Loire, le Programme d'appui aux projets des Organisations de solidarité internationale issues de l'immigration (PRA-OSIM), l'Agence des Micro Projets, l'appel à projets conjoint entre la région Bourgogne Franche-Comté et les agences de l'eau RMC et Seine Normandie, Le Fonds Terre d'Eau en Partage, etc.

Accompagnement des Fonds Eau

Des collectivités territoriales mettent en place et animent des dispositifs de financement de projets en application de la loi Oudin-Santini. Ces Fonds Eau sont parfois abondés par des partenaires des collectivités, tels que les Agences de l'Eau ou les entreprises gestionnaires déléguées de leurs services. Le pS-Eau accompagne la réflexion ou la structuration de tels dispositifs (procédures d'instruction et de sélection des projets, méthodologie de suivi et d'évaluation des projets, capitalisation, etc.) et encourage les échanges entre métropoles. Les partenariats se poursuivent avec les collectivités « pionnières » et se développent avec de nouveaux fonds : partenariat avec Aix Marseille Provence, Toulouse Métropole, Lille Métropole, Sénéo, Agglomération du Grand Angoulême, Eurométropole de Strasbourg, Grand Nancy, etc.

Les partenariats territoriaux

Pour une meilleure proximité avec les acteurs, le pS-Eau a opté pour le développement d'antennes sur les territoires : Lyon, Toulouse, Nancy, Bordeaux ainsi que Rennes depuis 2024. Des partenariats territoriaux avec différentes entités ont été créés (agences de l'eau, conseils régionaux et départementaux, métropoles, etc.) afin de soutenir les initiatives de solidarité pour l'eau à l'échelle de leur territoire. Elles passent également par des collaborations encore renforcées avec les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA). Outre l'accompagnement de proximité des porteurs de projets et de certains bailleurs, les partenariats territoriaux permettent aussi d'articuler au mieux les démarches de mobilisation des collectivités, notamment via de l'information sur les modalités d'application de la loi Oudin-Santini.

Ces partenariats sont désormais pour la plupart formalisés dans des conventions souvent multipartites :

- sur le bassin Adour-Garonne : une convention avec l'agence de l'eau Adour-Garonne et les RRMA du bassin, SO Coopération et Occitanie Coopération ;
- sur le bassin Rhône-Méditerranée : une convention-cadre signée avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) et quatre réseaux régionaux multi-acteurs (Bourgogne–Franche-Comté International, Resacoop, Occitanie Coopération et Territoires Solidaires) définit un programme d'actions et d'animation territoriale conjoint et cohérent, articulé sur l'ensemble du bassin jusqu'à fin 2024 ;
- sur la région Grand Est : un accord-cadre avec le réseau régional GESCOD, les trois agences de l'eau – Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse et Seine-Normandie – présentes sur le territoire.
- sur le bassin Loire Bretagne : convention avec l'agence Loire Bretagne, Centraider, PLCI et Réseau Bretagne solidaire.

Sur le bassin Adour-Garonne

En juin 2024, Sophie Renard a succédé à Irvina Parrel au poste de chargée de mission au niveau de l'antenne de Toulouse à la suite du départ de cette dernière en février 2024.

La dynamique partenariale avec les RRMA SO Coopération et Occitanie Coopération s'est poursuivie avec le soutien de l'Agence de l'eau Adour Garonne.

Fonds Eau

- Appui aux appels à projets de type Fonds Eau de la métropole de Toulouse et du Grand Angoulême, avec la rédaction de notes d'analyse des projets soumis à l'attention des instructeurs des fonds et participation aux comités techniques pour expliciter les critères de faisabilité. Appui pour des webinaires de présentation pour Toulouse Métropole pour les sessions d'appels à projets 2024 et 2024-2025,
- Appui à Bordeaux Métropole pour la révision des critères d'éligibilité de leur appel à projets 1 % eau de 2024,
- Relais de communication aux acteurs éligibles aux appels à projets ci-dessus, ainsi que ceux portés par les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

Échanges techniques entre collectivités

- Organisation à Toulouse d'une journée de rencontre des syndicats d'eau et d'assainissement du bassin Adour Garonne engagés en coopération et solidarité internationale, afin de créer un espace d'échanges entre pairs sur ces thématiques,
- Organisation d'un webinaire d'échanges avec SO Coopération à destination des collectivités de Nouvelle-Aquitaine sur « comment évaluer un projet de solidarité que l'on a financé ? »

Ateliers de renforcement de capacité

- Organisation à Toulouse avec Occitanie Coopération, d'un atelier à destination des instructeurs de dossiers EAH occitans, afin de leur donner des notions et des clés de lecture pour une meilleure analyse de la faisabilité et de la qualité des projets reçus,
- Organisation à Bordeaux d'un atelier avec SO Coopération sur « comment mettre en place un projet d'accès à l'assainissement ? »
- Organisation à Toulouse d'un atelier avec Occitanie Coopération sur « l'importance des activités de sensibilisation et de promotion à l'hygiène »
- Organisation d'un webinaire portant sur « Comment assurer la qualité de l'eau dans les projets de coopération et de solidarité internationale ? »

Appuis-conseils

- En 2024, en plus de l'appui aux appels à projets bien installés cités précédemment, le pS-Eau a accompagné et/ou conseillé 7 autres collectivités, que cela soit sur la mobilisation, la création ou le renforcement de mécanismes financiers (Oudin-Santini…), ou sur de l'appui technique EAH sur leur projet de coopération décentralisée.
- Accompagnement de 39 autres structures dans la définition de leur projet de solidarité internationale dans le secteur de l'EAH : 31 associations, 5 entreprises et 3 étudiants.

Échanger des expériences et faire du réseau

- Organisation d'une conférence lors du salon Cycl'eau de Toulouse « Garantir l'accès à l'eau pour toutes et tous : comment coopérer à l'international ? »
- Organisation et animation d'une table ronde à Bordeaux intitulée « Gouvernance de l'eau : comment relever les défis sociaux et environnementaux actuels et futurs ? Regards croisés Nord-Sud » en marge de l'assemblée générale mondiale du RIOB en octobre 2024,
- Organisation et animation d'un atelier durant l'Agora des coopérations d'Occitanie Coopération à Toulouse : « l'eau et l'assainissement dans les pays du Sud : quels défis ? » ; et intervention lors d'un autre atelier : « intégrer les questions environnementales dans les projets de santé »
- Création d'une série de 4 podcasts intitulée « Eau'sons Coopérer » mettant en avant les acteurs du bassin Adour Garonne engagés en coopération et solidarité internationale dans le secteur EAH,
- Participation à d'autres espaces d'échanges régionaux : Groupe Pays Sénégal de SO Coopération à Bordeaux, tenue d'un stand lors de l'Agora des coopérations à Toulouse, participation aux 3 jours de l'assemblée générale mondiale du RIOB à Bordeaux, participation au 1er Rendez-vous avec les Afriques de Bordeaux Métropole.

Jérémy Guérin, Antenne Bordeaux
Sophie Renard, Antenne Toulouse

Bassin Rhône Méditerranée Corse

Fonds Eau

• Appui aux appels à projets type Fonds Eau des métropoles de Lyon, Grenoble, Aix-Marseille-Provence et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA), avec la rédaction de notes d'analyse des projets soumis à l'attention des instructeurs des fonds, participation aux comités techniques, formation des instructeurs et rédaction de notes d'analyse des rapports finaux remis par les porteurs de projets (pour Aix-Marseille-Provence), visites de suivi de projets financés par les fonds eau (évaluation terrain et/ou sur dossier).

• Relais de communication aux acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale via les réseaux sociaux.

Co-production d'une note de capitalisation sur l'appel à projets « Nouvelles Coalitions d'Acteurs » mis en œuvre par la région AuRA.

Ateliers d'échanges d'expériences :

Co-animation et organisation, avec les RRMA, de la rencontre des métropoles du Sud de la France disposant d'un fonds eau le 29/11/2024 à Marseille. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité des rencontres organisées depuis 2018, qui a mis en lumière le besoin d'échanges techniques complémentaires souhaités par les Métropoles présentes sur les bassins des agences de l'eau Adour Garonne et Rhône Méditerranée Corse, qui soutiennent et abondent leurs Fonds Eau respectifs.

Par ailleurs, **le pS-Eau a animé 4 ateliers d'échange d'expériences et de pratiques avec un focus pays ou thématique**. Ces temps d'échanges permettent de partager réflexions, connaissances et enseignements issus des travaux et des pratiques de chacun. Ils alternent exposés théoriques, restitutions de travaux d'approfondissement des connaissances et témoignages concrets de porteurs de projets et/ou d'opérateurs de terrain sur leurs pratiques et leurs vécus, tels que :

• Échange d'expériences sur le thème des forages, dans le cadre du partenariat avec la Métropole de Lyon, le 01/07/2024, à Lyon,

• Échange d'expériences sur le thème «porter un projet en consortium», le 19/09/2024, avec Territoires Solidaires, en ligne,
• Échange d'expériences sur l'appel à projets «Nouvelles Coalitions d'Acteurs», en partenariat avec la Région AuRA, le Resacoop et la plateforme Coexist, le 25/11/2024 à l'hôtel de Région à Lyon.

Ateliers de renforcement de capacités :
En 2024, **le pS-Eau a participé à 5 ateliers** visant à outiller les acteurs de coopération, à accompagner leurs démarches et volontés d'agir et à professionnaliser leurs pratiques en leur permettant d'acquérir les bases méthodologiques nécessaires à la conception et au suivi d'un projet. Ces ateliers se sont systématiquement inscrits dans un cadre partenarial avec les RRMA du bassin RMC :
• «L'accès à l'eau, l'affaire de tous» intervention dans le cadre d'un atelier organisé par Territoires Solidaires le 21/05/2024 (en ligne),
• «Les points de vigilance à connaître lors de la réalisation de forages d'eau potable», intervention dans le cadre d'un atelier organisé par BFCI, le 11/06/2024 à Besançon,
• «Accompagner la mise en place des services d'assainissement», intervention dans le cadre d'un atelier organisé par Resacoop, à Lyon, le 03/10/2024,
• Participation à la «Tournée départementale du Gard» organisée par Occitanie Coopération, le 05/11/2024 à Nîmes. Le pS-Eau est intervenu dans le cadre d'une sensibilisation des acteurs du territoire à la prise en compte de l'approche genre dans les projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement,
• «EHA en milieu scolaire», intervention dans le cadre d'un atelier organisé par Territoires Solidaires le 08/10/2024 (en ligne).

Ateliers collectifs d'accompagnement autour d'une thématique spécifique :
Ces ateliers collectifs poursuivent l'objectif de sensibiliser les acteurs aux enjeux relatifs à un sujet spécifique et à les outiller pour y répondre. Ils représentent une étape supplémentaire dans le parcours d'accompagnement à destination des acteurs de coopération et de solidarité internationale, pour favoriser leur montée progressive en compétences.

En 2024, le pS Eau a porté un éclairage spécifique sur :
• «Comment intégrer l'approche genre dans les projets d'eau et d'assainissement de solidarité internationale?», le 10/09/2024, dans le cadre d'un partenariat avec BFCI, en ligne,
• «Les projets eau et assainissement, pérennité et enjeux: Penser l'action dans un contexte d'incertitude», le 14/11/2024, dans le cadre d'un partenariat avec Resacoop, à Lyon,
• «Situation de stress hydrique et de pénurie d'eau, comment les territoires du Nord et du Sud s'adaptent-ils?» le 28/11/2024, dans le cadre d'un partenariat avec AgroParisTech et le CARI, à Montpellier.

Appuis-conseils
• En 2024, en plus de l'appui aux appels à projets bien installés cités précédemment, le pS-Eau a accompagné ou conseillé 10 autres collectivités, que cela soit sur la mobilisation, la création ou le renforcement de mécanismes financiers (Oudin-Santini ou autres), ou sur de l'appui technique EAH sur leur projet de coopération décentralisée.
• Accompagnement de 31 autres structures dans la définition de leur projet de solidarité internationale dans le secteur de l'EAH: 28 associations, 1 fondation et 2 entreprises.

Échanger des expériences et faire du réseau :
• Le pS-Eau a produit une série de 3 vidéos afin de sensibiliser aux enjeux majeurs liés à la gestion de l'eau face au changement climatique au Nord comme au Sud.

ⓘ Capsule 1 : Préserver la ressource en eau : un défi majeur face au changement climatique
ⓘ Capsule 2 : Une mobilisation mondiale pour lutter contre le changement climatique, où chaque action compte
ⓘ Capsule 3 : Coopérer pour répondre à un enjeu global qui n'épargne personne

Carole Chemin
Philippe Mouton
Ana Sanchez

Bassin Loire Bretagne

Sur le bassin Loire Bretagne, les partenariats avec les Réseaux Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération Internationale, Réseau Bretagne Solidaire, So Coopération, Centraider et Resacoop ont été renforcés en 2024. Ces partenariats sont formalisés par la mise en place d'un programme d'actions harmonisées sur l'ensemble du bassin Loire Bretagne. Les activités déployées visent à accroître la mobilisation et l'engagement des collectivités territoriales et à améliorer la qualité des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement portés par les acteurs de ce territoire.

Fonds Eau :

- Réponse à la sollicitation de la Région Bretagne et Rennes Métropole pour des accompagnements de porteurs de projets avant dépôt à leurs appels à projets respectifs,
- Relais de communication aux acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale via les réseaux sociaux.

Ateliers de renforcement de capacité

- « Atelier diagnostic EHA », le 13/06/2024 à Tours,
- « Consolider le suivi – évaluation et assurer la redevabilité des projets pour l'accès à l'eau et l'assainissement financés dans le cadre de la coopération et la solidarité internationale », le 24/09/2024 à Poitiers,
- « Utiliser l'énergie solaire dans les projets d'accès à l'eau », le 21/11/2024 à Rennes.

Échanger des expériences et faire réseau

- Atelier au Carrefour des Gestions locale de l'Eau « Comment la solidarité des collectivités françaises avec les collectivités des pays du Sud peut influer sur la préservation de la ressource en eau en situation de conflit », retour d'expérience des projets de coopération décentralisée entre Brest Métropole et Sacaba (Bolivie) et entre la collectivité eau du Bassin rennais et Beitunia (Palestine), mise en contexte par le BRGM, le 01/02/2024 à Rennes,
- Rencontre Togo, présentation de la plateforme Togo (partenariat CCEABT/pS-Eau) et retour d'expérience d'un projet d'adduction d'eau potable à Agave (porté par ARBRES) le 08/02/2024, à Niort,
- Échange d'expériences sur le thème du suivi évaluation, dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Eau, suivi d'une permanence d'appui, le 20/03/2024, à Brest,
- Atelier d'échanges et lancement du groupe Eau et Assainissement Pays de la Loire, 22/03/2024 à Nantes,
- Atelier d'échanges grand public dans le cadre de la fête de la biodiversité, le 03/06/2024,
- Atelier régional eau et assainissement, le 27/11/2024 à Orléans.

Appuis-conseils

- En 2024, le pS-Eau a accompagné et/ou conseillé 14 collectivités du bassin Loire-Bretagne, que cela soit sur la mobilisation, la création ou le renforcement de mécanismes financiers (Oudin-Santini…), ou sur de l'appui technique EAH sur leur projet de coopération décentralisée,
- Accompagnement de 23 autres structures dans la définition de leur projet de solidarité internationale dans le secteur de l'EAH : 22 associations et 1 étudiant.

Édouard Lebouvier

Bassin Rhin-Meuse et région Grand Est

En région Grand Est, le pS-Eau collabore avec l'agence de l'eau Rhin-Meuse, l'agence de l'eau Seine-Normandie et plus particulièrement avec sa délégation Vallées de la Marne et le RRMA Gescod. L'hébergement de l'animation territoriale du pS-Eau dans les locaux de Nancy du Gescod, permet une meilleure communication entre les réseaux, une meilleure identification des priorités et un accompagnement des acteurs. Sur l'année 2024, l'animation a été assurée par Marie Zerbo et par Robin Gaborit.

Cette animation a pour ambition de :

1 Renforcer les capacités des acteurs de solidarité et coopération via des temps d'échanges, des formations et des appuis-conseils personnalisés.

En 2024, cela s'est inscrit au travers de :

- L'accompagnement de 17 associations et 10 collectivités en appui-conseil individualisé,
- Une formation technique sur la réalisation de forage à l'international à Nancy et en visio le 05/12/24,
- Des temps d'échanges et de partages d'expériences au travers de la réunion en ligne multi-acteurs coorganisés avec l'AERM portant sur « L'évaluation au service de la réussite des projets EAH » le 11/03/24, une table ronde lors du Marché du Monde solidaire de Nancy Environnement et droits des peuples sur l'accès à l'eau le 17/11/24, la participation à un groupe pays Togo-Bénin du Gescod axé sur Eau potable et assainissement à Strasbourg et en ligne.

2 Sensibiliser et mobiliser les collectivités territoriales non engagées et accompagner celles déjà mobilisées

En 2024, plusieurs collectivités ont été accompagnées :

- Appui aux dispositifs Fonds Eau de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Métropole du Grand Nancy,
- Accompagnement aux échanges entre financeurs du bassin avec l'AERM, Grand Nancy, l'Eurométropole de Strasbourg, la Région Grand Est et le Fonds de dotation Terre d'Eau en Partage,
- Des échanges ont été menés avec plusieurs collectivités et en appui aux acteurs locaux lorsque cela est possible tels que la présentation du dispositif 1 % Oudin-Santini à l'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges en appui au comité de coopération de Fraize ou lors de l'officialisation de la coopération décentralisée entre les communes de Maizières-lès-Metz (57) et Mossendjo au Congo,
- Un premier contact avec l'Institut National des Études Territoriales de Strasbourg a également permis d'initier les échanges avec cet institut de formation des agents des collectivités territoriales.

3 Renforcer les acteurs de projets de coopération financé par l'agence de l'eau Rhin-Meuse au travers d'évaluation terrain de leurs projets et la formulation de recommandations.

Comme indiqué dans la partie Maroc (p.39), une mission de suivi de projets au Maroc soutenus par l'agence de l'eau Rhin-Meuse et portés par les associations À l'Eau Gemeau (commune d'Igzhrane) et Hamap Humanitaire (commune d'Imilchil et Bouzmou) a été réalisée.

Marie Zerbo
Robin Gaborit (de mars à septembre 2024)

Plateformes et réseaux pays

Accompagner les acteurs de coopération à répondre efficacement aux enjeux des pays en développement

Une attention particulière est apportée aux pays d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française dans le secteur eau-assainissement-hygiène.

Afin d'appuyer plus efficacement les acteurs et actrices français·es, de favoriser le partage de leurs expériences et de mettre en cohérence les actions avec les contextes nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des espaces de concertation sur ces pays « prioritaires » de concentration : Sénégal, Madagascar, Liban, Bénin, Togo, Guinée, Maroc, territoires palestiniens, Mauritanie et Cameroun. À noter qu'en raison des tensions diplomatiques avec le France, et donc du fort ralentissement des initiatives de coopération dans ces pays, le suivi sectoriel par le pS-Eau du Niger et du Burkina Faso a été mis en pause en 2024.

L'animation de ces espaces est réalisée en lien étroit avec les principaux organismes qui interviennent dans chacun de ces pays : les services techniques des États, les municipalités, les agences de coopération, les ONG spécialisées, les associations locales, etc.

Pour chacun de ces pays, l'animation consiste à :

• Assurer le recensement des acteurs et actrices qui interviennent, l'expertise mobilisable (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises), ainsi que celui des opérations menées. Ces informations alimentent l'annuaire et l'atlas numérique du pS-Eau,

• Organiser des espaces d'échanges entre les intervenants et intervenantes, en France en présence de partenaires du Sud et dans les pays des Suds,

• Assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française,

• Diffuser régulièrement de l'information aux acteurs et actrices français·es intervenant dans le pays à travers différents canaux (newsletters, page web « pays »),

• Réaliser des outils spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur.

Parmi ces espaces de concertation, le pS-Eau œuvre depuis 2009 à la mise en place de « plateformes ». Ces dispositifs visent à renforcer les capacités des acteurs et actrices du secteur EAH dans les pays d'intervention de la coopération française. Ainsi, le pS-Eau appuie le développement de plateformes locales dans 5 pays permettant à l'ensemble des locaux impliqués de bénéficier, grâce à des animateurs et animatrices présent·e·s sur place, de dynamiques d'échanges et d'appui.

• LEWAP au Liban, animée par le pS-Eau et soutenue par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse et l'Agence Française de Développement,

• Ran'Eau à Madagascar, coanimé par le pS-Eau et l'ONG malgache Ran'Eau et cofinancé par les Agences de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse et Rhin-Meuse, la métropole du Grand Lyon et le GESCOD,

• La plateforme Sénégal, animée par le pS-Eau et cofinancée par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,

• REAGIRE au Bénin, coanimé par le pS-Eau et le Partenariat de l'Eau du Bénin avec l'appui de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,

• La plateforme Togo, coanimée par le pS-Eau et le CCEABT avec l'appui de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Les plateformes pays

Sénégal

En 2024, la plateforme Sénégal du pS-Eau, soutenue par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, a consolidé son rôle d'acteur clé du secteur Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) au Sénégal.

La plateforme a poursuivi ses actions de mobilisation multi-acteurs et consolidé les partenariats techniques engagés en 2023 avec l'AJPEAS (Association des Jeunes Professionnels de l'Eau et l'Assainissement du Sénégal) et la POS-CEAS (Plateforme des organisations de la société civile pour l'eau et l'assainissement au Sénégal).

Parmi les initiatives phares de 2024 figure la continuité du cycle de réflexion-débat « Eau'sons débattre » (mars 2024), au cours duquel des équipes d'étudiants se confrontent autour de thématiques d'actualité à forts enjeux.

Deux autres actions ont été menées : un atelier sur l'employabilité des jeunes (juillet 2024) et un atelier de plaidoyer sur les droits humains liés à l'eau, à destination des institutions sénégalaises (décembre 2024).

Une participation a été assurée aux Concertations nationales sur l'eau et l'assainissement, organisées par la Primature et le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, dans le cadre de la révision de la lettre de politique sectorielle de l'eau et de l'assainissement.

Par ailleurs, une journée d'échanges a été animée en France, afin de favoriser le dialogue entre collectivités françaises engagées et partenaires sénégalais.

En juillet 2024, Sylvain Cottalorda a repris l'appui depuis la France à l'animation de la plateforme pays Sénégal, assurant la continuité avec l'arrivée de Basile Diouf en tant que remplaçant temporaire de la coordinatrice de la plateforme, Khadidiatou Ba Ndiaye.

L'année a été marquée par de nombreuses actions de structuration et de soutien aux acteurs et actrices de la coopération et aux institutions. Le réseau a recensé 30 projets actifs dans le secteur, actualisé la fiche pays du Sénégal et diffusé deux newsletters. Par ailleurs, il a participé à plusieurs ateliers thématiques, organisés par des partenaires du pS-Eau, abordant la GIRE, l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'intégration du genre dans ces domaines, ainsi que la gestion des services par les communs.

L'équipe d'animation au Sénégal a également accompagné le Conseil départemental du Doubs pour une mission de terrain dans le département de Louga.

La plateforme Sénégal poursuit une dynamique forte, fondée sur la concertation, la poursuite des partenariats locaux, le renforcement de capacités et l'appui aux acteurs et actrices pour un secteur Eau et Assainissement plus inclusif et efficace.

ⓘ www.pseau.org/senegal
Khadidiatou Ba
Basile Diouf
Sylvain Cottalorda

Bassin du Fleuve Sénégal

En 2024, le pS-Eau, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, a poursuivi l'animation d'échanges sur la gestion intégrée des ressources en eau auprès des organismes du bassin fleuve Sénégal notamment via son implication à 3 événements majeurs :

• Le 21 mai, le pS-Eau a participé à un temps d'échanges à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau à Bali sur le thème de l'incubation de projets GIRE à l'échelle des collectivités territoriales sur 2 communes du bassin du fleuve Sénégal (cf. page 21).

• Du 7 au 10 octobre à Bordeaux, le pS-Eau a organisé la venue d'une délégation de représentants de la Société de gestion et d'exploitation du barrage de Diama (SOGED) à l'occasion de l'Assemblée générale du Réseau international des organismes de bassin (RIOB).

• Du 14 au 15 novembre, le pS-Eau a appuyé l'Initiative Fleuve Sénégal et le Réseau des maires du fleuve Sénégal dans la préparation et l'animation du 4éme atelier GIRE qui s'est tenu à Labé en Guinée.

ⓘ www.actea.org
Carole Chemin

Liban

LEbanese Water Actors Platform – LEWAP

Malgré le contexte de crise qu'a connu le Liban en 2024, les activités du réseau LEWAP se sont poursuivies, avec une adaptation au contexte. Pour des raisons de sécurité, le contrat de VSI d'Ariane Visier en appui au réseau a dû être suspendu en début 2024 mais Jasmine El Kareh a poursuivi la conduite des activités.

LEWAP a continué à participer activement aux instances de coordination du secteur telles que le cluster WASH et les groupes de travail du programme 3RF (reconstruction, réhabilitation et réformes). L'animation de ce groupe de travail « stabilisation » constitue la contribution de LEWAP au cluster Wash au Liban. Il a pour objectif de faciliter le partage d'informations et la cohérence des projets menés par les ONG au Liban et participe à l'ambition de LEWAP de décloisonner les actions et les acteurs et actrices des univers de l'urgence et du développement.

La plateforme a continué à créer des passerelles entre le monde universitaire et les autres membres du secteur. Une rencontre annuelle (« Mardi de LEWAP ») a été organisée le 11 juillet 2023 sur la thématique : « Évaluer la durabilité des ressources en eau — le cas de la rivière Qadisha ».

LEWAP conduit également un travail de renforcement des compétences et de la mise en réseau des étudiant·e·s libanais. Le chapitre étudiant déjà actif avec l'Université de Balamand (UoB) a été poursuivi. Un second chapitre a été créé avec l'Université Libanaise.

Les acteurs et actrices de coopération décentralisée franco-libanais ont été accompagnés au stade du montage de leur projet, pour faciliter l'identification de partenaires techniques et financiers en France et au Liban, ainsi que pour tout appui pendant le déroulement des projets.

Durant l'année 2024, plusieurs activités ont été conduites par LEWAP :

- Suivi et accompagnements ponctuels réguliers sur demande de la coopération Chambéry/Bcharré, Département de l'Aude/Zgharta-Ehden, pour les volets eau/assainissement/ressources en eau,
- Appui aux termes de référence de la mission de reconnaissance et au montage de la coopération entre le syndicat Vendée Eau et la commune de Hammana,

- Relance du projet porté par l'association APIEU à Zahlé sous la forme d'une coopération décentralisée avec la communauté de communes du Pic Saint Loup,
- Animation de la reprise des échanges entre les communes de Bailly et Noisy le Roi et le syndicat Hydreaulys et la commune libanaise d'Antoura,
- Appui à la mission de reconnaissance de l'association Experts Solidaires pour le montage d'un projet d'assainissement dans la commune d'Aammiq (recherche d'une collectivité françaises partenaire en cours).

Dans le contexte de guerre qui a touché le Liban en fin d'année, l'enjeu de la rencontre annuelle en webinaire était d'éclairer les organismes français de coopération décentralisée et non gouvernementale sur la situation et sur leurs possibilités d'actions.

LEWAP a également poursuivi l'objectif de renforcement des capacités des organismes locaux, en particulier les organisations de la société civile. En 2023, la plateforme s'est engagée dans un programme co-financé par USAID, en partenariat avec l'Université de Balamand et l'incubateur CEWAS, visant à renforcement des capacités de la société civile, intitulé « Engage ». Dans ce cadre, elle a réalisé un travail d'identification des organisations de la société civile libanaise, a appuyé la communication et la promotion de ce programme, et a facilité l'organisation de formations dispensées par des expert·e·s.

En lien avec le programme Hawkamah, financé par le fonds MADAD de l'Union Européenne, LEWAP a organisé 4 ateliers multi-acteurs, portant sur les thématiques suivantes :
• La stratégie du secteur de l'eau, mise à jour par le ministère de l'Énergie et l'Eau et les reformes en cours dans le cadre de l'assistance technique long terme de l'AFD et de l'Union européenne au ministère,
• La présentation et la mise en débat des résultats d'une étude socio-économique sur les freins des usagers à s'acquitter de leur abonnement au service d'eau et d'assainissement,
• Les systèmes décentralisés pour le traitement des eaux (DEWATS systems),
• L'amélioration des services eau et assainissement dans les lieux publics au Liban et le recouvrement des coûts (Establishment Led, Service Improvement & Cost Recovery ELSICR approach).
Ces ateliers ont réuni les institutions libanaises, en particulier le ministère de l'Énergie et de l'eau, des représentants des établissements des eaux, des municipalités, des ONG en particulier membres du consortium MADAD, ainsi que des organisations de la société civile et des ONG locales, sans oublier des centres de recherche et des universités.
L'assainissement étant peu développé au Liban, malgré des infrastructures existantes mais peu fonctionnelles, LEWAP a investigué quelques thématiques liées à l'assainissement. Des entretiens ont été réalisés avec des acteurs et actrices travaillant sur ces sujets, et des notes de synthèse ont été produites, sur les aspects suivants :
• L'assainissement liquide au Liban,
• La réutilisation des eaux usées traitées (REUT) au Liban,
• La gestion des boues d'épuration au Liban

Les informations sur les activités de LEWAP et sur le secteur de l'eau et l'assainissement au Liban, sont régulièrement partagées via les newsletters trimestrielles de LEWAP, les comptes Facebook et Linkedin.

ⓘ www.pseau.org/liban
ⓘ www.lewap.org
Jasmine El Kareh
Mélodie Boissel

Bénin

Depuis septembre 2023, le pS-Eau et le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin) coanime le réseau d'informations, d'échanges et d'appui des acteurs du secteur Eau, Hygiène, Assainissement et GIRE au Bénin, baptisé REAGIRE. Ce réseau s'adresse aussi bien aux organismes de coopération française qui interviennent au Bénin qu'à ceux du secteur qui y sont implantés.

Plusieurs activités conduites par le REAGIRE ont jalonné l'année 2024 :
• Publication de 2 newsletters,
• Mise à jour et partage de la fiche pays Bénin,
• Production du bilan 2023 des projets mis en œuvre au Bénin par les acteurs de coopération français,
• Organisation de deux rencontres sur l'assainissement, l'une à Porto-Novo et l'autre à Paris,
• Accueil d'une délégation d'acteurs EHA du Bénin en France : échanges avec l'AESN, rencontres avec des acteurs de coopération français, participation aux RAICT de CUF,
• 3 visites terrain de projets au Bénin ont été assurées,
• Accompagnement de 10 organismes depuis la France et de 14 depuis le Bénin,
• Référencement de nouveaux acteurs et nouvelles actrices, actions et publications,
• Publication de 13 post sur les réseaux sociaux.

Rachelle Arayé Kpanou
Philippe Mouton

Madagascar

Le pS-Eau, en partenariat avec l'ONG malgache Ran'Eau, continue d'animer le réseau Madagascar, grâce à l'appui de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, la Métropole de Lyon et le Gescod. En France comme à Madagascar, le réseau poursuit son important travail de veille et de valorisation des initiatives de développement des services d'eau potable et d'assainissement. Ainsi, différents temps d'échanges ont été organisés au cours de l'année afin de mettre en lumière les projets mis en œuvre, les problématiques rencontrées ainsi que les solutions et enseignements tirés des expériences. Les thématiques abordées sont nombreuses. Toutefois, on peut souligner que les questions de la gestion des services en milieu rural et la gestion intégrée des ressources en eau continuent d'être plébiscitées par les membres du réseau. Les parties prenantes locales manifestent un intérêt grandissant, pour une meilleure compréhension des enjeux liés à l'intégration de l'approche genre dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH). En France, une rencontre organisée à l'occasion de la journée mondiale de l'hygiène menstruelle a également rencontré un franc succès. Une attention particulière continue d'être portée au public étudiant malgache, afin de leur faciliter l'accès à l'information sectorielle, pour approfondir leurs connaissances et compétences tout en rencontrant des professionnel·le·s du secteur. Ainsi, les bibliothèques physiques de l'ONG Ran'Eau continuent d'être alimentées en documentation utile et des temps de formations et d'échanges privilégiés sont régulièrement organisés à destination d'étudiant·e·s. Un partenariat avec le Fondation Artelia a notamment permis de renforcer leurs connaissances et compétences dans différentes villes du pays et de leur proposer des exercices pratiques et visites sur le terrain.

Enfin, le pS-Eau poursuit son appui rapproché à l'ONG Ran'Eau afin de l'accompagner dans l'affirmation de son rôle de réseau de référence du secteur et de renforcer sa structuration. La présence d'une volontaire de solidarité internationale sur place permet d'apporter un soutien transversal permanent avec le renfort de la référente Madagascar au siège qui suit de manière rapprochée les activités de l'ONG et conduit des missions périodiques sur le terrain. Cet appui stratégique a d'ailleurs permis la concrétisation de nouveaux partenariats pour l'ONG Ran'Eau au cours de l'année.

À noter qu'en 2024, l'ONG Ran'Eau fêtait ses 5 années d'existence, événement qui a été célébré lors de l'assemblée générale de l'ONG au mois de décembre, en présence du pS-Eau.

L'intégralité des activités menées au sein du réseau Ran'Eau est détaillée sur www.raneau.org et www.pseau/fr/madagascar.

Liana Rajaonary
Patrick Rasolofo
Garance Beaumond

Togo

Consolidation de la plateforme Togo

Depuis septembre 2023, le pS-Eau et le Conseil de Concertation pour l'Eau et l'Assainissement de Base au Togo (CCEABT) coanime le programme d'appui aux organisations de la société civile PAOSC, réseau d'informations, d'échanges et d'appui des acteurs et actrices du secteur Eau, Hygiène, Assainissement et GIRE au Togo. Ce réseau s'adresse aussi bien aux organismes de coopération française qui interviennent au Togo qu'à ceux du secteur qui y sont implantés.

Durant l'année 2024 plusieurs activités ont été conduites par le CCEABT dans le cadre de ce partenariat :

- 1 newsletter diffusée au sein du réseau,
- 1 fiche pays Togo mise à jour et partagée,
- 1 bilan 2023 des projets mis en œuvre au Togo par les acteurs de coopération français,
- La participation à deux tournées nationales pour l'installation et le suivi des Conseils de Concertation Eau Hygiène Assainissement régionaux (CC-EHA). Ces cadres régionaux sont appelés à servir de relais locaux pour soutenir le CC-EHA national dans la réalisation des objectifs fixés par la feuille de route gouvernementale en lien avec l'ODD 6.
- 2 visites terrain au Togo de projets de coopération et de solidarité internationale,
- 33 organismes accompagnés depuis la France et 35 depuis le Togo.
- Le référencement de nouveaux acteurs et nouvelles actrices, actions et publications.
- Un travail préparatoire et recherche de financements pour l'organisation de la deuxième édition du Forum de l'Eau et de l'Environnement du Mono (FEEM) prévu à Aného du 1er au 3 décembre 2025.

Édouard Lebouvier
Jacques Gaba

Maroc

Après avoir connu un ralentissement dû aux tensions diplomatiques entre la France et le Maroc, les relations franco-marocaines sont à présent relancées et la coopération décentralisée franco-marocaine est fortement incitée par l'Ambassade de France au Maroc.
Lors d'une mission au Maroc, puis en visioconférence, le pS-Eau a rencontré les nouveaux interlocuteurs de l'ambassade de France en charge de la coopération décentralisée.
Le bilan annuel 2023 des actions de coopérations décentralisées et non gouvernementales sur l'eau l'assainissement et les ressources en eau au Maroc a été publié.
Une newsletter annuelle a été produite. Elle aborde notamment les conditions climatiques expertes qu'a récemment connues le Maroc, avec des inondations destructrices dans le sud du pays, faisant suite à une période de sécheresse de plusieurs années. Elle aborde également le nouveau mode de gestion des services de distribution d'électricité et d'eau potable et d'assainissement liquide, avec la création des Sociétés Régionales Multiservices (SRM).
Dans le cadre des activités d'animation du bassin Rhin Meuse, une mission de suivi de projets des associations À l'Eau Gemeau (commune d'Igzhrane) et Hamap Humanitaire (commune d'Imilchil et Bouzmou) a été réalisée.

www.pseau.org/maroc
Mélodie Boissel

Palestine

La coopération décentralisée franco-palestinienne se caractérise par une implication particulièrement prononcée des collectivités territoriales françaises, tant au niveau du portage politique que de la mobilisation des services dédiés aux relations internationales et des services techniques (eau, assainissement, gestion des ressources en eau). Les partenariats et projets en Cisjordanie se poursuivent malgré le contexte de guerre à Gaza.

Le pS-Eau appuie le montage de nouvelles coopérations et suit les initiatives en cours.

La rencontre annuelle du réseau Palestine du pS-Eau (en webinaire) a abordé la thématique « Comment les projets de coopération décentralisée et non gouvernementale se poursuivent, s'adaptent, au niveau du contenu des projets, des cofinancements, des montages et relations partenariales ? »

Mélodie Boissel

Asie du Sud Est

Les activités dédiées à l'Asie ont été entamées en 2024 à l'échelle de 3 pays.

Vietnam

Élaboration d'une fiche pays Vietnam.

Cambodge

Animation d'un espace d'échanges entre les acteurs et actrices de solidarité et coopération intervenant sur le bassin du Stung Sen où l'AERM soutient la mise en place d'une gestion intégrée des ressources en eau et où plusieurs organismes français mènent des projets d'adduction d'eau potable, d'assainissement et l'appui à une coopérative de gestion des réseaux d'eau potable.

Laos

Participation à un échange entre une délégation laotienne et des acteurs et actricesdu bassin Rhin-Meuse intervenant pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement au Laos à l'initiative de l'AERM en marge des activités liées à leur projet de coopération institutionnelle pour la mise en place d'une gestion intégrée des ressources en eau le 29/11/24.

Marie Zerbo

pS-Eau

Mise à jour : Décembre 2024

FICHE PAYS

Viêt Nam

LES ENJEUX DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Des ressources en eau abondantes mais menacées

Le Viêt Nam dispose d'abondantes ressources en eau inégalement réparties et de plus en plus menacées. La qualité de l'eau se détériore avec une augmentation rapide des pollutions notamment dues au développement urbain rapide, à l'industrialisation, à l'agriculture intensive péri-urbaine ainsi qu'aux faibles niveaux de contrôle. Au niveau des grands centres urbains (Hanoi, Hô Chi Minh-Ville), les eaux montrent des signes de contamination par des composés organiques et des métaux lourds.

L'extraction non réglementée des eaux souterraines, associée à l'élévation du niveau de la mer et au déclin des rivières, a engendré l'épuisement des eaux souterraines, l'intrusion d'eau salée et l'affaissement des terres. Les quatre principaux bassins fluviaux, où 80% du PIB est produit, sont déjà confrontés à un stress hydrique pendant la saison sèche. Une forte augmentation de la demande en eau est prévue (la population devrait passer à 120 millions d'ici 2050) et, d'ici 2030, 11 des 16 bassins devraient être en stress hydrique (Banque Mondiale, 2019).

Le Viêt Nam figure parmi les 20 pays les plus touchés par le changement climatique au cours des vingt dernières années (IRC Germanwatch, 2021). Plus de 70% de la population est exposée à un ou plusieurs types de risques naturels liés à l'eau. La région côtière est particulièrement vulnérable.

Les services d'eau potable et d'assainissement (EPA)

Taux d'accès à des services gérés en toute sécurité en 2022 (JMP, 2023)	Milieu rural	Milieu urbain
Eau potable (*Point d'eau amélioré, à domicile, disponible au besoin et exempt de contamination*)	46 %	76 %
Assainissement (*Structure empêchant le risque de contact avec des matières fécales, non partagée, dont les excreta sont gérés de façon appropriée, et disposant d'un système de lavage des mains avec eau et savon*)	45 %	41%

L'alimentation par réseau d'eau représente 52% des modes d'accès mais reste très inégale entre le milieu urbain (84%) et le milieu rural (35%). Pour ce qui est de l'exploitation du service d'eau potable, les moyens techniques et financiers des opérateurs sont insuffisants. L'une des raisons est le maintien par les autorités locales d'un prix de l'eau très bas, insuffisant pour couvrir les coûts d'exploitation et réaliser les investissements nécessaires au renouvellement périodique des installations. Toutefois, le service connait une amélioration constante et un développement rapide, notamment dans les centres urbains. La qualité de l'eau n'est néanmoins pas assurée de manière constante et systématique par tous les exploitants. En milieu rural, la nouvelle Loi sur l'Eau entend combler le fossé entre l'alimentation en eau potable en zones urbaine et rurale et accentuer ses efforts sur le développement du service en milieu rural où la grande majorité des services d'eau (77% des systèmes d'adduction d'eau) fonctionnent selon un modèle de gestion communautaire à l'échelle du village. 5% de la population rurale utilise l'eau de pluie comme principale source d'eau potable (Banque Mondiale, 2019).

La collecte et le traitement des eaux usées ne sont que partiellement assurés au Viêt Nam malgré la législation en vigueur. Seuls 12,5% des eaux usées sont traitées avant d'être rejetées (Banque Mondiale, 2019). Le secteur de l'assainissement est en plein développement et les grandes villes s'équipent de plus en plus de systèmes de collecte

Dynamiques méditerranéennes

À l'échelle du bassin méditerranéen, les sollicitations et initiatives ont été variées en 2024.

- Le pS-Eau a participé au forum méditerranéen de l'eau, du 5 au 7 février à Tunis, organisé par l'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME) en partenariat avec le pays hôte, la Tunisie. Ce forum s'inscrit dans le cadre des processus régionaux préparatoires au Forum Mondial de l'Eau.
- Cités Unies France a organisé une mission en décembre afin de dynamiser la coopération décentralisée franco-tunisienne. Le pS-Eau est intervenu en distanciel lors d'un atelier abordant « l'état des lieux, problématiques, méthodes, pratiques et soutiens », afin de présenter les dynamiques de coopération franco-tunisiennes et les questionnements sur le rôle des municipalités tunisiennes dans la gestion de l'eau, en lien avec les institutions nationales.
- L'Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables, l'Institut Méditerranéen de l'Eau et MedCités ont organisé la Journée des collectivités territoriales méditerranéennes en charge de la gestion de l'eau, le 23 avril 2024 à Marseille. Cette conférence avait pour objectif de compléter le dispositif engagé lors du Forum Méditerranéen de l'Eau qui s'est tenu à Tunis en février et de pourvoir à la visibilité des Collectivités Territoriales Méditerranéennes. Le pS-Eau y a contribué en partageant les actualités des actions extérieures des collectivités territoriales françaises dans les pays du Sud de la Méditerranée sur les thématiques de l'eau et de l'assainissement et en animant un atelier d'échanges entre représentant·e·s de collectivités sur ces enjeux.

Mélodie Boissel

Guinée

En 2024, le pS Eau a poursuivi l'appui à la structuration du réseau pays Guinée. Une mission en mai a permis de rencontrer les principaux acteurs institutionnels du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de réaliser un recensement des initiatives portées par la coopération française et de mieux comprendre les problématiques rencontrées sur le terrain.

À l'issue de cette mission, le pS-Eau a :

- Mis à jour la fiche pays Guinée,
- Animé une première rencontre en ligne des acteurs du réseau Guinée.

Cette rencontre a favorisé l'interconnaissance entre les acteurs mettant en œuvre des projets d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène sur le territoire. Elle a également permis de définir une thématique à approfondir dans l'année. À raison de trois rencontres par an, le réseau Guinée a ainsi choisi de porter un regard commun sur une problématique partagée : la gouvernance des services d'eau potable.

Carole Chemin

Mobilisation

Produire des outils d'information et animer des débats pour accroître la mobilisation des acteurs locaux

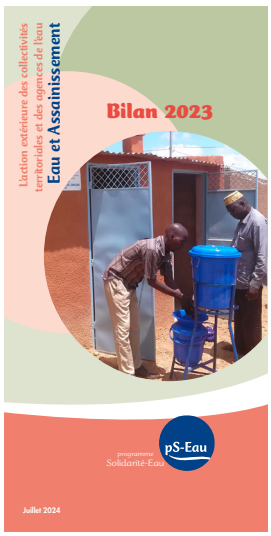
En complément de ses activités de production de connaissances et d'appui aux porteurs de projets, le pS-Eau mène également des activités de mobilisation pour sensibiliser les acteurs locaux aux enjeux de la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement et les encourager à s'engager.

Caractérisation de l'action extérieure des collectivités territoriales

Bilan de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de l'eau.
En 2023, 30,7 millions d'euros ont été mobilisés par les collectivités territoriales (14,4 millions) et les Agences de l'Eau (16,3 millions) pour le développement de services d'eau potable et d'assainissement dans les pays bénéficiaires de l'Aide Publique au Développement. Globalement, les engagements se maintiennent au-dessus de 30 millions, comme ce fut le cas ces cinq dernières années.

Comme tous les trois ans, un **bilan qualitatif des actions** financées l'année précédente a été réalisé. L'analyse a porté sur 201 projets recensés en 2023. Le budget moyen pour ces projets est de près de 175 000 €. Les projets sont principalement mis en œuvre dans de petites localités. La grande majorité des projets sont concentrés sur le continent africain (Afrique subsaharienne 52 % et au Sahel 28 %). On observe une baisse importante du nombre de projets menés au Burkina Faso et au Mali, un accroissement pour Madagascar, le Sénégal et le Togo, qui, en 2023, en concentrent presque la moitié.

Ces bilans ont fait l'objet d'une restitution lors de la rencontre « Eau et assainissement : bilan 2023 de la coopération internationale française » organisée par l'AFD en partenariat avec le MEAE, la Coalition Eau, les Agences de l'Eau et le pS-Eau (juillet 2024).



Mobilisation des intercommunalités

Dans le cadre des travaux préparatoires à une rencontre nationale de mobilisation, co-organisée avec GrandAngoulême, l'Agence de l'Eau Adour Garonne et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (DCTCIV), en partenariat avec l'association Intercommunalités de France, une étude a été engagée pour caractériser les modes d'actions et d'organisation des intercommunalités pour leurs actions de solidarité internationales. Sont ciblées celles qui impliquent leurs services techniques et/ou qui ont une démarche d'animation sur leur territoire en lien avec leurs actions internationales. La rencontre pour la mobilisation des intercommunalités en solidarité internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est programmée à Angoulême en mars 2025.

Participation active aux Rencontres de l'Action Internationale des Collectivités territoriales

Répondant à l'invitation de Cités Unies France, le pS-Eau a été activement présent à cette 15e édition des RAICT (22 et 22 octobre) : animation d'un stand en commun avec le Réseau Cicle et co-animation de l'atelier : « Eau et assainissement, rôle de l'AICT — du service local à la gouvernance mondiale ».

ⓘ www.pseau.org/fr/nos-outils
Mélodie Boissel
Guillaume Aubourg

Communication

Des outils pour s'informer et agir

En 2024, la communication digitale du pS-Eau a pris un nouvel essor. Un projet ambitieux a été lancé afin de moderniser les outils numériques du réseau, avec pour objectif de favoriser le partage de connaissances et de renforcer la collaboration entre ses membres. De nouveaux supports (podcast, vidéos) ont également enrichi les supports de communication du pS-Eau.

• Une présence renforcée sur les réseaux sociaux

La stratégie de développement de la page LinkedIn porte déjà ses fruits : depuis la prise en poste du nouveau responsable de la communication, le pS-Eau a enregistré un total de 345 504 impressions (nombre de fois où nos publications ont été vues) contre environ 105 000 l'année précédente ce qui représente une multiplication par 3,3 entre 2023 et 2024. De plus, le nombre d'abonnés a doublé en un an, passant de 2 630 fin 2023 à 5 572 fin 2024.

• L'élaboration de podcasts

Le podcast du pS-Eau, nommé « Eau'sons Coopérer ! » et dédié au monde de la coopération et de la solidarité internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement a été créé fin 2024.

L'objectif ? Mettre en lumière des femmes et des hommes engagés, qu'ils soient élus, agents de collectivités territoriales, bénévoles, professionnels ou simples citoyens et d'explorer des projets de coopération décentralisée et de solidarité internationale portés par des acteurs du bassin Adour-Garonne.

• Refonte du site web et de la base de données

Un prestataire spécialisé dans la création de sites web a été retenu à l'issue d'un appel d'offres. Les maquettes de la refonte du site ont été validées en fin d'année, avec une mise en ligne prévue en 2025. Objectif : Plus de lisibilité pour accéder à la grande diversité des contenus de l'association. Un diagnostic technique de la base de données a également été mené. Il a permis d'évaluer les performances du système de gestion, de repérer d'éventuelles failles de sécurité et de formuler des recommandations concrètes. L'objectif : préparer une refonte cohérente et sécurisée de la base dès 2025.

Charlie Gervais

Pour ne manquer aucune info, rejoignez-nous sur

@pSEau
pS-Eau
pS-Eau

communication@pseau.org

Accès aux services essentiels et 1 % solidaires

Lancé en 2021, le programme **« Pour un meilleur accès aux services essentiels par une vision intégrée des services essentiels et la mobilisation des 1 % solidaires »** a terminé sa Phase 1 triennale en 2024. Porté conjointement par le Programme Solidarité-Eau (pS-Eau), Amorce, Réseau Cicle, 5 réseaux régionaux multi acteurs (RRMA : So Coopération, Lianes Coopération, Gescod, BFC International, Centraider) et la Conférence interrégionale des RRMA (CIRRMA), le programme était soutenu par l'AFD et l'ADEME.

L'année 2024, outre la finalisation des activités de la Phase 1, a aussi été l'occasion de nombreux temps de préparation de la Phase 2 et de recherche de financements, dans un contexte très tendu pour l'aide publique au développement.
Le programme vise au renforcement des compétences techniques et méthodologiques des intervenants de la coopération et de la solidarité internationale autour d'une approche holistique des services essentiels (Eau, Assainissement, Énergie, Déchets) et une plus forte mobilisation des dispositifs financiers, dont les 1 % eau/assainissement, 1 % énergies et 1 % déchets.
Courant 2024, les dernières activités de la phase du programme triennal ont été finalisées :

- 3 fiches de présentation de pays multisectoriels (janvier – avril),
- 19 fiches de présentation d'acteurs multisectoriels (février – juin),
- Les Tome 1 et 2 de capitalisation (mars – juin),
- 2 films de capitalisation sur l'approche multisectorielle et sur la mobilisation des 1 % solidaires (mars – juin),
- Le guide de méthodologie d'accompagnement des projets multisectoriels (mai),
- Les animations territoriales de sensibilisation (de janvier à mai),
- Les accompagnements de porteurs de projets multisectoriels (de janvier à mai),
- Le site internet et la mise en ligne des articles et outils du programme (de janvier à juin),
- Les dernières réunions du comité de pilotage du programme (juin) et de son comité d'orientation (avril),
- Le séminaire de restitution de la phase 1 organisé dans les locaux de l'AFD (avril) qui a rassemblé près de 100 acteurs des services essentiels (ONG, institutions, CT, entreprises, secteur de la recherche, etc.)

Cette phase pilote s'est clôturée en juin. Les résultats de l'évaluation in itinere du programme ont été présentés lors d'une restitution élargie. Ils ont confirmé l'intérêt manifesté par les acteurs des secteurs de l'eau, de l'assainissement, des déchets et de l'énergie pour une approche territoriale intégrée au sein des partenariats avec les pays du Sud, ainsi que pour les orientations portées par le programme. Par ailleurs, l'évaluation a mis en évidence un besoin fort d'accompagnement des acteurs impliqués dans la gestion des déchets, tant dans le montage et le suivi des projets de développement que dans l'animation et la structuration du secteur. Elle a également souligné la nécessité de renforcer la mobilisation des acteurs autour des différents dispositifs financiers existants, notamment le mécanisme du 1 % solidaire.

En parallèle à la conduite des activités de la Phase 1, la préparation de la Phase 2 a été en concertation avec les potentiels partenaires. Ainsi, Amorce, Cicle, la CIRRMA et 6 RRMA (Gescod, BFCI, Lianes coopération, et désormais Occitanie Coopération, Territoires Solidaires et Horizons Solidaires) seront aux côtés du pS-Eau pour cette nouvelle phase triennale.

L'objectif de cette phase s'inscrit dans la continuité de la précédente : améliorer l'accès aux services essentiels pour les populations des pays à faible revenus, par une approche plus globale des territoires partenaires, une mobilisation renforcée des 1 % solidaires. Cela implique donc un rapprochement et renforcement de capacités des réseaux sectoriels (Amorce, Réseau Cicle, pS-Eau) et territoriaux (les 6 RRMA) afin d'accompagner au mieux les acteurs des 3 secteurs (eau-assainissement, déchets, énergie) et de les appuyer dans la mise en place d'une approche plus multisectorielle ou dans la mobilisation de financements.

La réalisation de cet objectif repose également sur l'animation de la dynamique engagée lors de la Phase 1, à travers l'organisation d'événements, de rencontres et d'actions de sensibilisation, tant à l'échelle nationale que dans les territoires des RRMA partenaires. Des outils spécifiques seront également développés pour soutenir cette approche territoriale plus intégrée.

Par ailleurs, une plateforme d'accompagnement dédiée à la gestion des déchets sera incubée au sein du pS-Eau, afin de structurer l'appui aux porteurs de projets. Des activités sectorielles ciblées seront également mises en place pour contribuer à l'animation et au renforcement de ce secteur.

Après consultation des acteurs multisectoriels et de ceux du secteur de la gestion des déchets, une stratégie claire et détaillée a été définie et a servi de base au montage de cette nouvelle phase.

ⓘ services-essentiels.org
Sophie de La Bassetière

1% EAU-ASSAINISSEMENT ÉNERGIE DÉCHETS

Réseau Cicle

Renforcer la coopération internationale autour des enjeux d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Le Réseau Cicle (Coopération Internationale Climat-Energie) est le réseau multi-acteur·rice·s spécialiste des questions d'accès aux services énergétiques et de transition énergétique, en référence à l'ODD7. Il regroupe aujourd'hui plus de 1000 organismes impliqués en solidarité internationale dans le domaine de l'énergie et du climat et offre à l'ensemble de ces acteurs et actrices un espace de dialogue, d'échanges et d'appui-conseil. Le pS-Eau héberge le Réseau et accompagne son développement depuis 2020.

Les nouvelles du Réseau

En 2023, le Réseau Cicle a lancé son nouveau programme triennal d'activités soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence de la transition écologique (ADEME). Il a pour objet de renforcer la coopération internationale autour des enjeux d'accès aux services énergétiques dans les pays en développement grâce au renforcement des capacités d'action du réseau. En 2024, le programme a démultiplié ces activités autour d'un objectif central : Permettre aux acteurs et actrices de la coopération internationale de concevoir et mettre en œuvre des projets de qualité, en plus grand nombre, dans les pays en développement.

Changements dans l'équipe

- Depuis septembre 2024, Cécile Gillot a repris la coordination du Réseau Cicle après avoir assuré le poste de chargée de mission pendant un an. Elle est également référente genre du réseau et responsable du suivi des dossiers sur les zones Méditerranée et Afrique de l'Ouest.
- Corentin Oudot a rejoint le Réseau Cicle en septembre 2024 en tant que chargé de mission. Il est référent sur les thématiques d'énergies de cuisson, de combustibles durables et d'électrification et responsable du suivi des dossiers sur les zones Afrique australe (Madagascar) et Asie du Sud-Est (Laos/Cambodge).

Nouvelles adhésions

Le Réseau Cicle compte deux nouvelles adhésions en 2024 :

- L'ONG PASSAÏ rejoint les membres adhérents à la suite d'un accompagnement individualisé en lien avec le développement de leur projet d'École Multi Rôle (EMR) au Togo.
- En mai 2024, le Réseau Cicle et le Pôle MEDEE – Maîtrise énergétique des Entraînements Électriques — s'accordent sur une adhésion croisée pour consacrer leur collaboration. En parallèle, MEDEE intègre le comité de pilotage du Réseau Cicle en tant que représentant du secteur privé.

Les chiffres clés de l'année 2024

- Structures accompagnées : 31 vs 25 en 2023
- Ressources documentaires : 500 vs 387 en 2023
- Abonné·e·s aux lettres d'information : 2 090 vs 1 850 en 2023
- Abonné·e·s sur LinkedIn : plus de 4 000 vs 730 en 2023

Évolution de la communication

Depuis le début de l'année 2024, la communication du Réseau Cicle a connu un véritable élan. Un chantier ambitieux a été engagé pour moderniser et développer les outils numériques du réseau, dans l'objectif de faciliter le partage de connaissances et de renforcer les liens entre ses membres :

Une nouvelle charte graphique a été conçue, reflétant l'identité et les valeurs du Réseau Cicle avec plus de clarté et de modernité. Elle s'est accompagnée de la création d'un nouveau logo ainsi que de documents types déclinés selon cette nouvelle identité visuelle.

Un prestataire spécialisé dans la création de sites web a été retenu à l'issue d'un appel d'offres rigoureux, mené sur trois mois à la mi-2024. Les maquettes de la refonte du site ont été validées en fin d'année, avec une mise en ligne prévue en 2025.

La stratégie de développement de la page LinkedIn porte déjà ses fruits : fin 2024, le Réseau comptabilisait plus de 4 000 abonné·e·s, contre 730 fin 2023 — une progression de 550 %, alimentée par plus de 100 publications sur l'année.

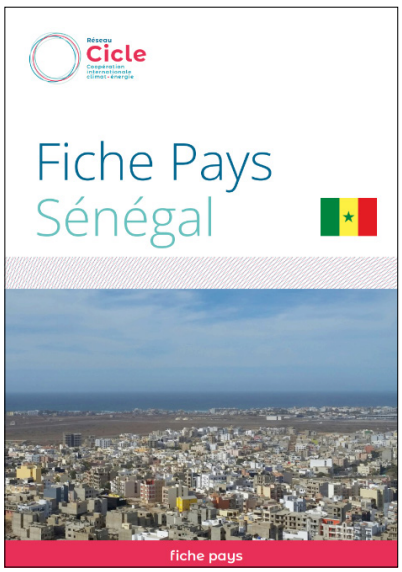
Production de connaissances

Avancée structurante de 2024, le Réseau Cicle a finalisé les travaux préliminaires à la publication d'un guide méthodologique sur l'électrification rurale : « Comment mener à bien un projet d'électrification décentralisée, rôle et importance et acteurs locaux ». Le cadrage d'un second guide portant sur les usages productifs de la cuisson propre a également été réalisé.

En juillet 2024, le Réseau a également conduit son « Enquête sur les besoins et les attentes des membres du Réseau Cicle ». Réalisée par Pénélope Lenglet, cette étude interne s'appuie sur une méthodologie mêlant approches qualitatives et quantitatives. Dans l'optique de mieux comprendre les besoins en termes de production de connaissances et d'animation, cette démarche a identifié les thématiques d'intérêt partagé et propose des recommandations pour orienter les activités du Réseau.

Une fiche de synthèse consacrée au biogaz a été finalisée en octobre 2024. Capitalisant les références essentielles à connaître pour comprendre et se saisir de cette thématique, elle s'inscrit pleinement dans la mission centrale du Réseau Cicle de produire des documents utiles d'aide à l'action.

Au niveau géographique, une fiche pays Sénégal (pays focus pour l'Afrique de l'Ouest), présentant le secteur des énergies et le panorama des acteurs et actrices, a été réalisée.



Renforcement de capacités

Ateliers de retours d'expériences

EnEn 2024, le Réseau Cicle a organisé 5 ateliers de retours d'expériences, dont 3 se sont tenus en webinaire (ou hybride).

- Gestion de fin de vie des produits solaires

L'atelier a rassemblé plus de 130 participant·e·s autour des expériences de 4 partenaires du réseau : Électriciens sans frontières, Lagazel, Solidarité Technologique et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial. Les échanges ont mis en lumière les besoins de collaboration multi-acteurs nécessaires à l'émergence de filières de gestion des déchets électriques et électroniques (D3E) et produits solaires en fin de vie.

- La réhabilitation des infrastructures dans les projets de développement

Co-construit avec la Fondation Énergies pour le Monde cet atelier a rassemblé en format hybride 11 participant·e·s. Il a permis de revenir sur les enjeux de réhabilitation et en particulier sur les différents types de risques techniques et économiques auxquels se confrontent les infrastructures (centrale électrique, borne fontaine d'eau potable, bâtiment, etc.).

- Les coopérations décentralisées engagées pour l'accès à l'énergie et la transition énergétique

Le 27 novembre, ce webinaire regroupant 90 participant·e·s a permis de retracer à la fois les expériences de coopérations décentralisées de la Ville de Lille, du Grand Châtellerault, de la Région Nouvelle-Aquitaine mais aussi l'accompagnement des collectivités dans le cadre de la convention des maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne (COMSSA).

Les comptes-rendus des ateliers sont disponibles sur le site internet du Réseau Cicle.

Accompagnements des acteurs et actrices de la coopération décentralisée et non-gouvernementale

Le Réseau Cicle accompagne les porteurs et porteuses de projets qui œuvrent pour l'accès à l'énergie et la transition énergétique. Réalisant des mises en relation, de l'aide à la conception, du partage d'informations et de ressources, et de la communication sur les dispositifs financiers, le Réseau Cicle a appuyé 15 ONG, 5 collectivités, 5 entreprises et 6 acteur·ice·s de la recherche en 2024.

Mobilisation

• Forum annuel 2024

Le premier forum annuel du Réseau Cicle s'est déroulé le 26 janvier 2024 à l'occasion de la journée internationale des énergies propres. Il fut l'occasion de rassembler une trentaine d'acteurs et actrices engagé·e·s en coopération internationale pour l'accès aux services énergétiques, de présenter le Réseau Cicle, son fonctionnement et son nouveau programme d'activité. Dans sa volonté de favoriser les partenariats de recherche-action, le réseau a souhaité dédier sa plénière au partage par Electriciens sans frontières et la FERDI de l'étude sur l'évaluation de l'impact des mini-réseaux à Madagascar qu'ils ont conduite.

• RAICT 2024

À l'occasion des Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales organisées par Cités unies France, le Réseau Cicle a animé un « Café des RAICT » sur la thématique du partenariat ONG-collectivités territoriales pour l'accès à l'énergie. Les discussions se sont structurées autour de l'expérience de deux binômes de partenaires :

- Le Département de l'Ille-et-Vilaine et la Fondation Energie pour le Monde (Fondem) sur la coopération décentralisée Ille-Vilaine-Mopti (Mali) dans laquelle l'ONG a joué le rôle d'opérateur et assistant à la maîtrise d'ouvrage.
- La Ville de Lyon et Electriciens Sans Frontières qui ont collaboré pour répondre aux besoins d'approvisionnement en énergie de la population ukrainienne.

• Participation à des événements

L'équipe du Réseau Cicle est aussi intervenue à l'occasion de divers événements au cours de l'année, notamment au Forum de la coopération et de la solidarité internationale d'Horizons Solidaires en Normandie, à l'Agora d'Occitanie Coopération et au Forum des services locaux Energie-Climat de la Région Sud PACA.
Le Réseau était également représenté au premier Sommet international sur la cuisson propre en Afrique qui s'est tenu à l'UNESCO, en mai 2024, à l'initiative de l'Agence internationale de l'Énergie.

Services essentiels

En 2024, le Réseau Cicle a appuyé les activités de production de connaissances et contribué aux animations territoriales du programme de rapprochement des 1 % solidaires via des interventions en Grand Est, Bourgogne–Franche-Comté et Centre-Val de Loire. Un travail a également été mené avec l'ensemble des partenaires du programme, réseaux sectoriels et réseaux régionaux multi-acteurs, pour préparer le montage de la seconde phase : une approche intégrée pour un meilleur accès aux services essentiels.

ⓘ www.reseau-cicle.org
Clément Lugagne — coordinateur du réseau (jusqu'à septembre 2024)

Cécile Gillot — chargée de mission et référente genre-inclusion, coordinatrice du réseau (à partir de septembre 2024)

Charlie Gervais — responsable de la communication

Corentin Oudot, chargé de mission (à partir de septembre 2024)

Réseau Cicle
Coopération internationale climat • énergie

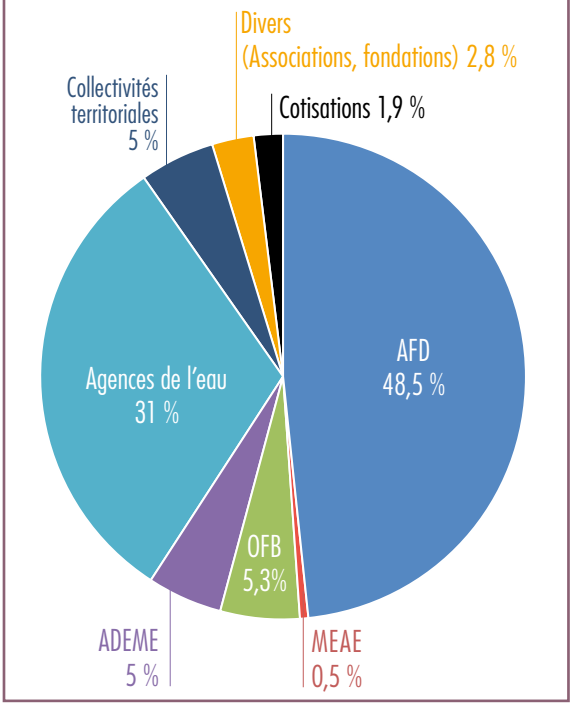
Budget et organisation

Financements

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par M. Jean-Marie Tétart depuis novembre 2022. Le conseil d'administration comptait 19 membres en 2024 ; une équipe permanente de 17 salarié·e·s en moyenne sur l'année 2024, dirigée par Christophe Le Jallé, en applique les décisions.

ⓘ www.pseau.org/fr/equipe

Diversification des sources de financement



Résultat financier et sources de financement

Le budget du pS-Eau en 2024 s'élève à 2,4 millions d'euros, soit un budget stable par rapport à 2023 (+1,2 %).

Le principal soutien demeure l'AFD, qui représente 48,5% des ressources mobilisées. Les agences de l'eau apportent 31% des ressources du pS-Eau.

Organisation

Le conseil d'administration

Les membres du bureau

Président	Jean-Marie TETART, YCID
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDEVELDE, Fondation Veolia

Membres d'honneur

Président d'honneur, René ALA (Ambassadeur de France)
Association des maires de France (AMF)

Membres associés

Agence française de développement (AFD)
Office français de la biodiversité (OFB)
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT)
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Les membres du conseil d'administration

M. Luc ARNAUD, GRET
Mme Mélodie BOISSEL, Collège salarié·e·s du pS-Eau
M. Jean Pierre CERDAN, Électriciens Sans Frontières
Mme Hélène DUVIVIER-DROMAIN, Métropole de Lyon
M. Philippe FOLLIASSON, AQUASSISTANCE
Mme Élodie GALKO, Agence de l'Eau Adour Garonne
Mme Gaëlle LE BARBU, GESCOD
M. Jean-Marc LEBLANC, Croix-Rouge française
M. Christophe LEGER, Vergnet Hydro
M. Dan LERT, Mairie de Paris
M. Daniel MATERGIA, CUF
Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, Métropole de Toulouse
Mme Mireille MURAWSKI, Association de coopération entre acteurs du développement (ACAD)
M. Éric TARDIEU, Office international de l'eau (OiEau)
M. Frédéric VALLIER, AIMF
M. André VIOLA, Conseil départemental de l'Aude

L'équipe du pS-Eau en 2024

Directeur
Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Responsable du pôle Communication et Directeur adjoint
Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Responsable administratif et financier
Mamadou Boye Sakho mamadou.sakho@pseau.org

Comptabilité
Houharia Farsi farsi@pseau.org

Responsable du pôle Approfondissement et production de connaissances, Réseau Maroc, Bassin méditerranéen
Mélodie Boissel melodie.boissel@pseau.org

Responsable du pôle Réseaux et plateformes pays, Plateforme pays Madagascar
Liana Rajaonary rajaonary@pseau.org

Responsable du pôle animation territoriale, Animation Grand Est
Marie Zerbo marie.zerbo@pseau.org

Animation Grand Est
Robin Gaborit (intérim de mars à septembre 2024)

Responsable de l'antenne Lyon-Méditerranée, Plateforme pays Bénin
Philippe Mouton mouton@pseau.org

Antenne Lyon, Animation Sud Est
Ana Sanchez ana.sanchez@pseau.org
Guillaume Cousin (jusqu'à décembre 2024)

Antenne Lyon, Animation Sud Est, Bassin du fleuve Sénégal
Carole Chemin carole.chemin@pseau.org

Plateforme pays Sénégal
Sylvain Cottalorda sylvain.cottalorda@pseau.org

Antenne Bordeaux, Coordination activités bassin Adour-Garonne, Animation Nouvelle Aquitaine
Jérémy Guérin jeremy.guerin@pseau.org

Antenne Toulouse, Animation Occitanie
Sophie Renard sophie.renard@pseau.org

Antenne Rennes, Animation Bretagne, Plateforme pays Togo
Édouard Lebouvier edouard.lebouvier@pseau.org

Programme « Accès aux services essentiels »
Sophie de La Bassetière sophie.bassetiere@pseau.org

Communication
Charlie Gervais charlie.gervais@pseau.org
Michel Taquet taquet@pseau.org

Réseau Cicle
Clément Lugagne (jusqu'en septembre 2024)
Cécile Gillot cecile.gillot@reseau-cicle.org
Corentin Oudot corentin.oudot@reseau-cicle.org
Pénélope Lenglet (stagiaire)

Au sein des plateformes pays, coordinateurs·trices de plateformes et VSI

Madagascar, Ran'Eau
Patrick Rasolofo de@raneau.org
Garance Beaumond beaumond@pseau.org

Liban, LEWAP
Jasmine El Kareh kareh@lewap.org
Ariane Visier (jusqu'en mars 2024)

Sénégal
Khadidiatou Ba Ndiaye khadidiatou.ba@pseau.org
Basil Diouf basile.diouf@pseau.org

Bénin, REAGIRE
Rachel Araye Kpanou r.araye@gwppnebenin.org

Togo, PAOSC
Jacques Gaba p3.cceabt@gmail.com

Programme Solidarité Eau
22 rue des Rasselins
75020 Paris
Tél. +33 (0)6 74 55 06 78
pseau@pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée
80 cours Charlemagne
69002 Lyon
Tél. +33 (0)4 26 28 27 91
lyon@pseau.org

Antenne Toulouse
26-28 rue Marie Magné
31300 Toulouse
Tél. +33 (0)6 20 23 85 47
toulouse@pseau.org

Antenne Bordeaux
4 rue Poquelin Molière
33000 Bordeaux
Tél. +33 (0)6 49 00 95 24
bordeaux@pseau.org

Antenne Nancy
S/c Gescod
48 esplanade Jacques Baudot
54035 Nancy
Tél. +33 (0)3 83 94 58 61
nancy@pseau.org

Antenne Rennes
26 rue Léon
35000 Rennes
Tél. +33 (0)6 72 14 91 51
rennes@pseau.org

www.pseau.org

pS-Eau

programme
Solidarité-Eau